Julie Besançon, étudiante en design et boursière
Page 2

Le profil cinéma de Paul Tana : pépinière de talents
Page 5

Brian Mishara et la prévention du suicide
Page 7

Le journal de l'Université du Québec à Montréal

L'UQAM

Volume XXIX
Numéro 15
28 avril 2003

Doctorat honorifique décerné au juge Philippe Kirsch

Michèle Leroux

Afin de souligner le travail et les talents exceptionnels du juge Philippe Kirsch, un juriste qui a consacré sa carrière au développement d'instruments pour la paix, la justice et la sécurité humaine mondiale, l'UQAM, sur recommandation de la Faculté de science politique et de droit, lui remettra un doctorat honorifique, le 6 mai prochain.

Ambassadeur canadien en Suède, conseiller juridique à l'ONU et président de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale (CPI), M. Kirsch n'en est pas à un honneur près. Le plus récent lui a été rendu à La Haye, aux Pays-Bas, le 11 mars dernier. À l'unanimité, M. Kirsch a été élu président de la CPI, cette nouvelle Cour permanente chargée de juger les individus accusés de génocides, de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité. Le tribunal est composé de 18 juges - 11 hommes et 7 femmes provenant de toutes les régions du monde - élus en février dernier par les représentants des 89 États qui ont ratifié le Traité de Rome instituant la CPI.

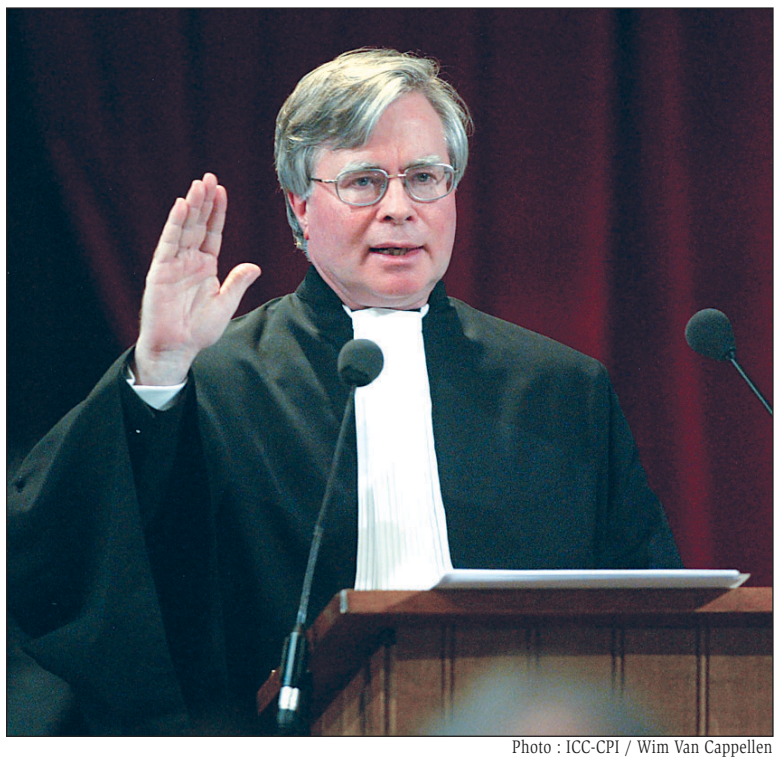


Photo : ICC-CPI / Wim Van Cappellen

Le juge Kirsch prêtant serment devant la Cour pénale internationale, le 11 mars dernier, à La Haye.

«Être élu par ses pairs, à l'unanimité, pour présider une telle Cour, c'est toute une performance, signale la directrice de l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM), Mme Anne Leahy, qui comme M. Kirsch a entamé une carrière diplomatique au ministère des Affaires extérieures du Canada, au début des années 1970. Philippe Kirsch est un juriste exceptionnel, soutient Mme Leahy. Doué d'une très grande intelligence, il travaille toujours dans le respect des autres. Il est celui que tout le monde peut accepter parce qu'il met à l'aise n'importe quel interlocuteur. Ses talents de négociateur et de conciliateur lui ont permis de jouer un rôle-clé lors de l'adoption du Traité de Rome.»

Les spécialistes du droit pénal international qualifient d'événement historique la conclusion de ce traité, qui a été l'aboutissement d'une intense négociation. Après cinq semaines de batailles diplomatiques, le texte final autorisant la création de la CPI a finalement été adopté par 120 pays membres des Nations Unies, dans la nuit du 17 au 18 juillet 1998. Sept pays ont voté contre (États-Unis, Chine, Israël, Inde, Vietnam, Qatar et Bahreïn) et 21 pays, essentiellement des pays arabes, se sont abstenus.

«Les qualités de négociateur de M. Kirsch y sont pour beaucoup dans le succès de ces pourparlers, une réussite obtenue en dépit de multiples tentatives de mises en échec par les États-Unis. Je dirais même que sans Philippe Kirsch, il n'y aurait pas eu de Traité de Rome», lance sans hésitation le doyen intérimaire de la Faculté de science politique et de droit, le professeur René Côté. Depuis plus de 50 ans, tous les mécanismes mis en place pour protéger les droits prévus dans la Convention sur le génocide et la Déclaration universelle des droits de l'Homme n'ont pu amener la création d'un tribunal permanent pour réprimer les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les génocides, explique-t-il. Seules des juridictions spéciales et temporaires ont pu voir le jour (Tribunal international de Tokyo, de Nuremberg, du Rwanda et de l'ex-Yougoslavie). Le Traité de Rome créant la CPI constitue donc un apport extrêmement important au corpus du droit international», estime M. Côté.

Né à Namur en Belgique en 1947, M. Kirsch est arrivé au Canada avec sa famille à l'âge de 14 ans. Après des études au Collège Stanislas, il a obtenu une licence et une maîtrise en droit de l'Université de Montréal et fut admis au Barreau du Québec, avant de débuter sa carrière diplomatique à l'Ambassade du Canada au Pérou. Depuis lors, il a été ambassadeur et représentant permanent adjoint du Canada aux Nations Unies ainsi

Suite en page 2 ▶

Campagne majeure de développement 2002-2007

Onze coprésidents pour la campagne interne

Céline Séguin

Le 14 avril dernier, la directrice générale de la Fondation de l'UQAM, Mme Anne Roussell, a présenté les onze coprésidents qui coordonneront les activités de sollicitation, à l'interne, dans le cadre de la campagne majeure de développement 2002-2007.

Sous la direction de Daniel Hébert, adjoint au secrétaire général, ces champions bénévoles, qui représentent tous les corps d'emploi de l'UQAM, ainsi que les étudiants et les retraités, seront appelés à jouer un rôle des plus stratégiques durant les prochains mois. Ils auront en effet pour tâche de recueillir une somme de 2,5 M $ auprès de leurs collègues, une étape jugée essentielle au succès de la campagne majeure dont l'objectif a été fixé à 50 M $.

«L'objectif de cette campagne est ambitieux, mais il représente un défi extrêmement stimulant. C'est en travaillant ensemble que nous pourrons l'atteindre» a déclaré M. Richard Guay, premier vice-président exécutif de la Banque Laurentienne et vice-président du conseil d'administration de la Fondation de l'UQAM. Il a d'ailleurs profité de l'occasion pour annoncer que *tous* les employés de la Fondation avaient déjà versé leur contribution financière pour un montant total de 60 710 $, une première dans l'histoire de l'organisme.

Présent lors de l'événement, le recteur Roch Denis a lui aussi tenu à souligner l'importance de l'engagement des membres de la communauté universitaire pour la réussite de la campagne majeure. «Notre participation et l'expression de notre solidarité constitueront des atouts déterminants pour obtenir de nouveaux appuis auprès du milieu des affaires et des grands donateurs individuels».

Suite en page 2 ▶

Photo : Denis Bernier

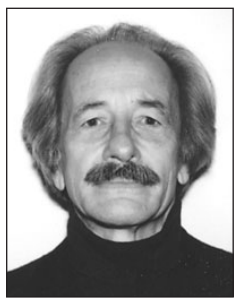
Au premier rang, les coprésidents Suzanne Amiot (employés de soutien), le recteur Roch Denis, Louise Verville (personnel non syndiqué), Marie Bouvier (chargés de cours), Anne Roussell, directrice de la Fondation de l'UQAM, Francine David, coordonnatrice de la campagne de sollicitation interne et Guy Goulet (retraités). Derrière, dans l'ordre habituel, les coprésidents Marie-Andrée Roy (professeurs), Florence Di Iorio, adjointe à la campagne interne, Michel Lizée (employés de soutien), Réal Raymond, président de la campagne majeure de développement, Louis Jolin (professeurs), Richard Guay, président du CA de l'UQAM et vice-président du CA de la Fondation de l'UQAM, Dirk R. Kooyman (cadres), Maryse Fortin et Éric Paquette (étudiants), et enfin, Daniel Hébert, adjoint au secrétaire général et directeur de la campagne auprès de la communauté universitaire. Étaient absents, MM. Pierre Leroux, coprésident (professeurs) et Guy Marier, président du CA de la Fondation de l'UQAM.

ZOOM

Nomination au FQRSC

Mme Monique Régimbald-Zeiber, directrice de l'École des arts visuels et médiatiques, a été nommée, pour un mandat de trois ans, au conseil d'administration du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC). Deux autres professeurs, Marie-Andrée Beaudet (littérature, Laval) et Brian Young (histoire, McGill), ont également joint les rangs du conseil qui regroupe, au total, 14 membres. «Avec ces nominations, tous les grands secteurs de responsabilité du Fonds, les sciences sociales et humaines, les arts et les lettres, sont maintenant représentés. Forts d'une feuille de route riche en productions et en expériences, les nouveaux membres sauront enrichir la réflexion du conseil et contribuer à ses prises de décision», a déclaré la P.d.g. du Fonds, Mme Louise Dandurand. Par ailleurs, l'équipe de conseillers scientifiques du FQRSC, maintenant complétée, compte désormais une autre représentante de l'UQAM, soit Mme Suzanne Lemerise, chargée de cours à l'École des arts visuels et médiatiques.

Distinctions en art



M. Pierre Mayrand, professeur-chercheur associé au Département d'histoire de l'art, s'est vu attribuer deux distinctions par l'Association des musées canadiens (AMC) et la Fondation Héritage Canada, dans les domaines de la muséologie et du patrimoine.

M. Mayrand a d'abord gagné le Prix d'excellence de l'AMC dans la catégorie Bénévolat pour un projet intitulé «Le musée chez nous». Rappelons que cette association lui avait déjà décerné, en 1982, le Prix du mérite pour la muséologie populaire. Enfin, la Fondation Héritage Canada lui a remis la Médaille commémorative du jubilé de Sa Majesté la reine Élizabeth II pour souligner son engagement exemplaire et sa contribution importante à la cause de la préservation du patrimoine. M. Mayrand avait aussi reçu en 1988 la Médaille Gabrielle Léger d'Héritage Canada pour l'ensemble de sa carrière.

Campagne - Suite de la page 1

Rappelons que les activités de la campagne, organisées sous le thème *Prenez position pour l'UQAM*, suivent différentes étapes. C'est ainsi que le lancement officiel de la campagne auprès de la communauté universitaire aura lieu le 4 septembre prochain, lors de la Fête de la rentrée, tandis que le lancement public de la campagne, présidée par Réal Raymond, président et chef de la direction de la Banque Nationale du Canada, est prévu en avril 2004.

On compte donc sur un appui significatif des personnels, retraités et étudiants de l'UQAM afin de pouvoir adresser un message fort et sans équivoque aux autres donateurs qui seront approchés ultérieurement. C'est là l'importante mission qu'ont accepté de relever les onze coprésidents du «cercle de la communauté universitaire» que l'on aperçoit, sur la photo, en compagnie du recteur ●

Pluie de bourses en design

Le 23 avril dernier, le Centre de design était l'hôte d'une cérémonie de remise de bourses visant à récompenser les meilleures réalisations des finissants en design graphique. Pas moins de sept bourses, d'une valeur totale de 10 500 $, ont ainsi été décernées aux jeunes designers prometteurs que sont Jonathan Nicol (bourse Cabana-Séguin, 2 000 $; bourse Diesel, 1 000 $), Roxana Regan (bourse Frédéric Metz, 1 000 $), Louise Paradis (bourse Cossette Communication-Marketing, 2 000 $), Jean-François Proulx et Karine Corbeil (bourses Simone-Genoud-Bochud, 1 000 $) et enfin, Julie Besançon (bourse «Agenda UQAM», 2 500 $ offerte conjointement par le Service des communications de l'UQAM et la COOP-UQAM, qui produit l'agenda étudiant) dont l'œuvre figurera en page couverture de l'Agenda 2003-2004.

Animé par le professeur Frédéric Metz, l'événement a été l'occasion pour les invités – étudiants, parents, amis, enseignants et professionnels du milieu venus en grand nombre – d'apprécier les productions de fin d'année des 39 étudiants qui s'apprêtent à faire le grand saut dans le monde du design professionnel. Cet extraordinaire *Grafikshow* s'est poursuivi jusqu'au 27 avril, permettant ainsi à l'ensemble de la communauté universitaire d'admirer l'originalité et la qualité des œuvres réalisées par la relève en design graphique. Ajoutons que du 1er au 4 mai, le Centre de design présentera *Dispersion*, l'exposition des finissants en design de l'environnement, tandis que *Le monde de l'homme heureux*, qui rassemble les oeuvres des jeunes designers d'événements, prendra la suite du 8 au 11 mai ●

Photo : Nathalie St-Pierre

Mme Angèle Dufresne, directrice de la Division de l'information du Service des communications de l'UQAM, en compagnie de Julie Besançon, finissante au baccalauréat en design graphique, gagnante de la bourse «Agenda UQAM».

Juge - Suite de la page 1

qu'ambassadeur et agent pour le Canada auprès de la Cour internationale de Justice. Outre l'expertise qu'il a su développer en matière de traités internationaux, M. Kirsch a œuvré au sein d'organisations multilatérales dans le domaine du droit international et de la sécurité mondiale. Parmi les questions qui ont modelé ses compétences avérées en droit humanitaire et en droit pénal international, signalons la protection des victimes de guerre, la répression des attentats terroristes et du financement du terrorisme, les mesures contre la prise d'otages, la sécurité du personnel des Nations Unies, les mécanismes d'extradition et de coopération entre États.

Auteur de nombreux écrits sur le droit international et la sécurité humaine, publiés en français, en anglais et en espagnol, M. Kirsch s'est vu décerner plusieurs titres honorifiques, dont celui de Conseiller de la reine en 1988, le Prix Robert S. Litvack des droits de la personne de l'Université McGill en 1999, le Prix du ministre des Affaires étrangères pour l'excellence en matière de politique étrangère, le Prix William J. Butler des droits de la personne en 2001 et le Prix du défenseur de la démocratie de l'Action mondiale des parlementaires.

M. Kirsch entretient des liens avec l'UQAM depuis plusieurs années, notamment à titre d'expert ayant participé à l'étude du projet de maîtrise en droit international, programme qui depuis sa création en 1997 a favorisé l'émergence d'étudiants fort talentueux. Une de ses filles complète présentement des études à l'UQAM.

Plus de 200 plaintes relatives à des gestes commis depuis le 1er juillet 2002, date d'entrée en vigueur du Traité, attendent déjà le Procureur en chef de la CPI, l'avocat argentin Luis Moreno Ocampo. Les premiers procès devraient avoir lieu en 2004.

Les grands défis qui attendent la Cour consistent à garantir le caractère universel du Traité de Rome et à renforcer les législations réprimant les crimes contre l'humanité, afin de permettre l'émergence d'un ordre international du droit et de la démocratie ●

Pour être à l'heure du SCCUQ!

Si vous passez régulièrement par le «triangle des Bermudes», c'est-à-dire là où s'entrecroisent, dans les profondeurs souterraines de l'UQAM, les pavillons Judith-Jasmin, Hubert-Aquin et des Sciences de la gestion, vous avez sûrement déjà remarqué la chose… L'objet, rond et métallique, immobile au-dessus du sol, dégage une lumière blanche et diffuse qui attire irrémédiablement le regard. Rassurez-vous, il ne s'agit ni d'un mystère inexpliqué ni d'un OVNI mais d'une toute nouvelle horloge, au design audacieux, dont vient de faire don, à l'UQAM, le Syndicat des chargés et chargées de cours (SCCUQ) dans le cadre des célébrations entourant son 25e anniversaire.

«Le choix de cet objet pour nous représenter symbolise notre souci de toujours donner l'heure juste sur la situation des chargés de cours», a déclaré la présidente, Suzanne Walsh, lors d'une cérémonie réunissant l'équipe syndicale du SCCUQ, des membres de la direction de l'UQAM, des représentants du SPUQ et du SEUQAM, ainsi que des regroupements étudiants.

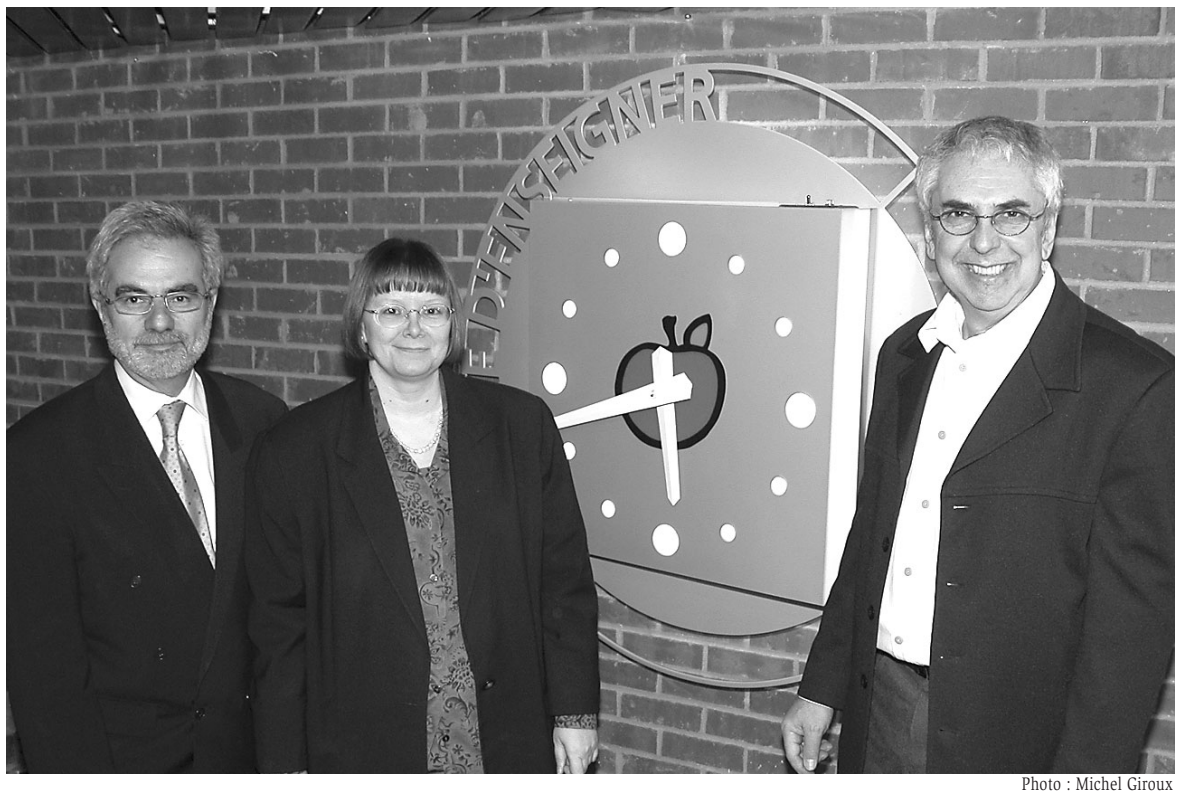


Photo : Michel Giroux

Avec en son cœur la fameuse petite pomme, et accompagnée du slogan «la magie d'enseigner», l'horloge se veut une façon originale de signaler la présence des chargés de cours au sein de l'université et de témoigner de leur visibilité accrue des dernières années. «C'est d'ailleurs la raison de son emplacement, au carrefour des pavillons centraux du campus, qui abritent la majorité des activités d'enseignement du premier cycle», a tenu à ajouter Mme Walsh devant la cinquantaine de personnes qui s'étaient rassemblées pour l'occasion. Sur la photo, le recteur Roch Denis, la présidente du SCCUQ, Suzanne Walsh, et son vice-président aux affaires universitaires, Marcel Bernier ●

L'UQAM

Le journal *L'UQAM* est publié par le Service des communications.

UQÀM

Université du Québec à Montréal,
Case postale 8888, succ. Centre-ville, Montréal, Qué., H3C 3P8

Directrice du journal :
Angèle Dufresne
Rédaction :
Anne-Marie Brunet, Claude Gauvreau, Michèle Leroux, Céline Séguin
Photos :
Michel Giroux, Nathalie St-Pierre
Conception de la grille graphique :
Jean Gladu, designer
Infographie :
Service des communications
Publicité :
Rémi Plourde (987-4043)
Impression :
Payette & Simms (Saint-Lambert)
Adresse du journal :
Pavillon Judith-Jasmin J-M330
Téléphone : 987-6177
Télécopieur : 987-0306
Adresse courriel :
journal.uqam@uqam.ca
Version Web du journal :
www.medias.uqam.ca/medias/JOURNAL/index.htm
Politique éditoriale et tarifs publicitaires sur le site Web du journal *L'UQAM* à www.medias.uqam.ca/medias/JOURNAL
Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216
Les textes de *L'UQAM* peuvent être reproduits, sans autorisation, avec mention obligatoire de la source.

L'École des sciences de la gestion révise ses statuts

Angèle Dufresne

La Commission des études du 8 avril dernier a recommandé à l'unanimité au Conseil d'administration de l'UQAM d'adopter les modifications aux statuts de l'École des sciences de la gestion dont s'est fait le porte-parole le doyen, M. Jean Ducharme, auprès des commissaires. L'ESG a procédé au cours des deux dernières années à une révision en profondeur de ses statuts qui n'avaient pas été retouchés depuis 1995, de façon à clarifier et à harmoniser les appellations, rôles et procédures «selon ce qui a été vécu» aux cours des 12 années d'existence de l'École.

Cette mise à jour devait donc à la fois refléter les modifications de structure survenues à l'UQAM et les transformations internes de l'École, marquées par un accroissement des effectifs étudiants, de la programmation, des activités reliées aux études supérieures (localement et internationalement) et des activités de recherche. Cette révision s'inscrivait aussi dans le cadre du processus de reconnaissance EQUIS.

Les modifications les plus importantes apportées aux statuts concernent la clarification des rôles des différents responsables académiques et des comités afférents et la création d'un Comité conseil.

Comme l'expliquait le doyen Jean Ducharme en séance, le conseil d'administration de l'École qui n'a jamais été créé et qu'il était «impossible de créer juridiquement» a disparu des statuts pour être remplacé par le Comité conseil, composé de 10 membres socio-économiques, du doyen et des vice-doyens. Ce Comité qui doit appuyer la direction de l'École siège au moins deux fois par année (automne et hiver) et est présidé par le doyen.

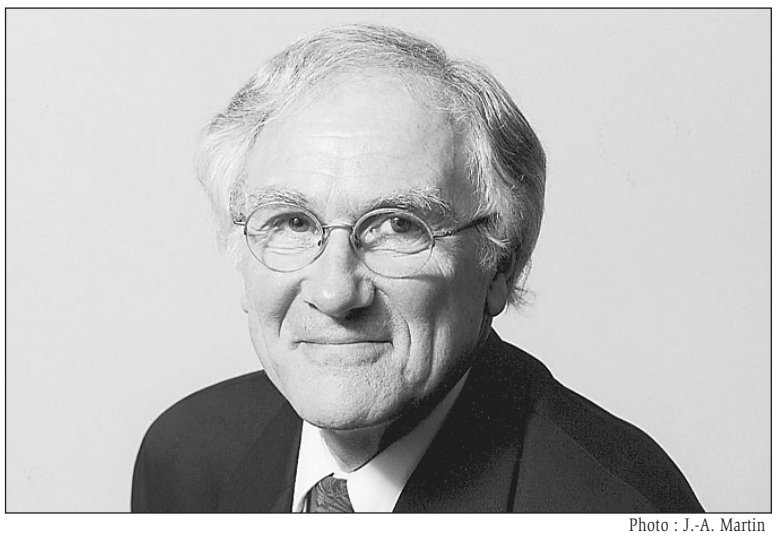


Photo : J.-A. Martin

M. Jean Ducharme

M Ducharme a fait valoir combien il était important d'harmoniser les statuts de l'École avec le réel. «Cela a un effet rassembleur pour la communauté de l'École, nous permet de mieux nous positionner à l'externe sur les scènes canadienne et internationale et d'aller chercher d'autres accréditations.» Les nouveaux statuts de l'ESG devraient servir de «document phare» pour les autres facultés, a laissé entendre un des commissaires ●

Suivi sur les groupes-cours

Compte tenu des contraintes incompressibles de temps, la répartition des groupes-cours au premier cycle pour les sessions d'été et d'automne 2003 s'effectuera selon la méthode en vigueur depuis deux ans (c.-à-d. la ventilation de la moyenne cible en objectifs différenciés par unité) et non la nouvelle méthode (allocation d'enveloppes annuelles de charges d'enseignement facultaires et départementales) soumise à la réflexion des commissaires depuis trois mois par la vice-rectrice à l'enseignement, à la recherche et à la création, Mme Danielle Laberge.

Celle-ci présentera un modèle dûment développé et testé de la nouvelle méthode qu'elle propose d'ici juin. Elle créera à cet effet un groupe de travail composé des directeurs de département, des doyens et vice-doyens aux études ainsi que des membres de la Sous-commission des ressources. Les étapes à venir sont les suivantes : le modèle sera soumis pour analyse à la Sous-commission des ressources puis à la Commission des études du 6 mai prochain; il ira par la suite en consultation auprès des conseils académiques et des départements et finalement sera déposé à la Commission des études pour adoption à la session du 3 juin 2003. Les commissaires adoptaient à l'unanimité ce calendrier de travail.

Professeur émérite

Les commissaires ont recommandé à l'unanimité la candidature de Renald Legendre du Département des sciences de l'éducation au titre de professeur émérite. Selon la présidente du comité d'attribution, Mme Danielle Laberge, c'est avec beaucoup d'enthousiasme que cette candidature a été reçue pour examen, car elle est très «uqamienne». En 30 ans de carrière le professeur Legendre a démontré une implication constante, soutenue et dynamique dans l'enseignement sous toutes ses facettes et «un engagement profond envers l'UQAM», de préciser Mme Laberge.

Photo : Sylvie Trépanier

M. Renald Legendre

Le comité a souligné l'originalité de la démarche intellectuelle et le caractère innovateur des nombreuses initiatives développées par le professeur Legendre, notamment l'importance du *Dictionnaire actuel de l'éducation*, et de sa mise à jour, constituant un outil précieux pour de nombreux chercheurs en éducation et dans des domaines connexes.

Rappelons que le professeur Legendre recevait le prix d'excellence en enseignement 2001 de l'Université du Québec, la Médaille d'or de la Renaissance française du ministère de l'Éducation nationale de la République française (1998), un doctorat honorifique en éducation de l'Université de Sherbrooke (1996) et qu'il a été nommé en 1993 président honoraire de la Fondation Renald-Legendre, organisme de l'association des étudiants en éducation (ADEESE-UQAM) qui décerne des bourses d'études en éducation.

Programme de mobilité UQ

Le nouveau vice-président à l'enseignement et à la recherche de l'Université du Québec, M. Pierre Moreau, est venu présenter aux commissaires le concept d'un programme de mobilité étudiante à l'intérieur du réseau UQ pour les étudiants de premier cycle. Il s'agit d'un programme qui permettrait à des étudiants, à leur troisième trimestre de baccalauréat à l'UQAM, par exemple, de s'inscrire dans un établissement du réseau en région pour un ou deux trimestres de façon à obtenir une expérience de «délocalisation», que les employeurs apprécient particulièrement, a-t-il précisé. L'étudiant retournerait par la suite à l'UQAM pour compléter son diplôme.

À défaut d'une expérience de mobilité à l'étranger, ce programme permettrait à des étudiants de 1er cycle de connaître une région du Québec à travers un programme d'enseignement ou de stage en industrie. L'accueil serait pris en charge en région par les étudiants pour qui ce serait également une activité de formation. Dans un premier temps, la mobilité se ferait de Montréal vers les régions, mais pourrait être à deux sens plus tard. De même, le programme serait ouvert uniquement aux établissements du réseau UQ dans un premier temps, mais pourrait être offert aux autres universités québécoises par la suite. Il reste toutefois à assurer le financement de ce programme original, a précisé M. Moreau ●

Prix à l'expo *Jos. Venne*

Afin de souligner une «réussite remarquable sur le plan de la muséologie», le Comité des prix d'excellence de l'Association des musées canadiens a unanimement résolu de décerner à l'exposition *Jos. Venne architecte* une mention honorable dans la catégorie «Exposition». Présentée dans un premier temps à L'Écomusée du fier monde, rue Amherst, cette exposition a par la suite fait le tour du Québec. Fruit du travail du Groupe de recherche sur l'éducation et les musées (GREM), notamment de son directeur, le professeur associé Michel Allard, et de la muséologue Soraya Bassil, l'exposition a permis de faire connaître l'œuvre de Joseph Venne (1858-1925), cet architecte à qui l'on doit le magnifique transept sud de l'Église Saint-Jacques, sis au pavillon Judith-Jasmin. Le transept réalisé en 1891 a été restauré en 2000 ●

8e colloque étudiant du CIRST

C'est le 30 avril prochain, à l'UQAM, que se tiendra le colloque étudiant du Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST). L'événement, qui en est à sa huitième édition, s'inscrit dans le cadre de la mission du CIRST visant à former de jeunes chercheurs et à diffuser les résultats des recherches menées en son sein. Au programme, une dizaine de communications qui traiteront d'un phénomène scientifique ou technologique selon une perspective historique, philosophique, sociologique, économique ou culturelle.

La rencontre sera l'occasion de discuter de sujets aussi variés que les changements organisationnels soulevés par la cybermédecine, l'astronomie au Québec durant les années 60, les parcours scolaires d'une école primaire en Guinée et l'implantation du parc éolien Le Nordais, pour ne nommer que ceux-là! Les communications seront évaluées par un jury et un prix sera décerné à la meilleure présentation.

Cette année, le colloque innove en réservant les exposés aux seuls étudiants des cycles supérieurs compte tenu de la place grandissante qu'ils occupent au sein du Centre. La participation à la journée est ouverte toutefois à tous les étudiants membres du CIRST. Autre nouveauté pour l'édition 2003 : le colloque se déroulera sous la présidence d'honneur de Camille Limoges, personnalité bien connue dans le milieu des politiques scientifiques, ancien professeur d'histoire à l'UQAM et premier directeur du CIRST. Pour plus d'informations, on communique avec Martine Foisy au 987-3000, poste 6584 ●

SUR INTERNET
www.cirst.uqam.ca

PUBLICITÉ

Le bien-être : avant tout une question de perception!

Céline Séguin

En présence d'un psy, on a souvent tendance à se sentir dans ses petits souliers, comme si son seul regard avait le pouvoir de mettre à jour toutes les «bibittes» qui se terrent en chacun de nous. Face à Sylvie Jutras, professeure au Département de psychologie, c'est tout le contraire, comme si la sérénité qui semble l'habiter avait un pouvoir de contagion. Peut-être est-ce attribuable au fait que cette chercheure s'intéresse non pas à ce qui cloche, chez l'individu, mais plutôt à ce qui va bien.

Cette perspective, dit-elle, s'inscrit dans un courant appelé «psychologie positive». Les chercheurs qui s'en réclament participent tous à une grande tâche commune : comprendre et définir, de manière empirique, l'état de bien-être chez l'humain. Une entreprise colossale puisque cette notion complexe renvoie non seulement à la santé physique mais à la santé morale des individus, lance Mme Jutras.

«On peut ressentir du bien-être indépendamment de sa condition objective. Ainsi, deux personnes atteintes d'une même maladie chronique pourront percevoir leur état de manière très opposée : pour l'une, c'est la fin du monde; pour l'autre, la vie demeure pleine de promesses. Dans une perspective de promotion de la santé, connaître l'état d'esprit qui permet à l'individu de composer avec les aléas de l'existence, est essentiel. Il ne s'agit pas de nier les difficultés, mais de voir quelles attitudes, attentes et conduites favorisent une adaptation réussie.» Évidemment, dit-elle, l'individu n'est pas une «île», d'où son intérêt pour la famille et la communauté aussi.

Photo : Nathalie St-Pierre

Sylvie Jutras, professeure au Département de psychologie.

Vivre avec le diabète

Au cours de ses travaux, Sylvie Jutras s'est penchée sur diverses problématiques : personnes prenant soin d'un proche en perte d'autonomie, familles de milieux défavorisés, perceptions des jeunes sur la santé… Récemment, elle a mené une recherche auprès de 55 familles ayant un enfant diabétique. «Il en ressort – et c'est la trame de tous mes travaux – que même si les enfants diabétiques et leur famille vivent des contraintes liées à la maladie, on trouve, chez eux, des forces extraordinaires qui leur permettent de surmonter les difficultés et d'envisager la vie avec optimisme.»

Pourtant, le diabète insulino-dépendant n'est pas une sinécure. Chaque jour, ces jeunes doivent procéder à des épreuves glycémiques, s'injecter des doses d'insuline et suivre une diète stricte, sans compter les visites médicales régulières et l'attention à porter aux signes d'hypoglycémie. «Le diabète, ce n'est pas rose tous les jours et chacun des membres de la famille en convient. Mais la recherche montre que tous déploient beaucoup d'efforts pour assurer le bien-être de l'enfant, tout en s'assurant aussi que leur vie personnelle aille bien.»

Être bien… dans sa tête!

«Pour la majorité des répondants, un jeune qui est bien, c'est un enfant qui montre une attitude positive : il respire la joie de vivre, fait preuve d'un bon sens de l'humour et d'un amour de la vie, parvient à exprimer ses émotions et ses besoins.»

Parmi les autres critères figuraient de bons résultats scolaires, la présence d'amis et l'absence de tensions à la maison. Dans le cas d'un enfant diabétique, c'est la même chose, à quelques nuances près, affirme Mme Jutras. «L'élément le plus important est encore ici l'attitude positive et le bon fonctionnement dans la famille, avec les amis et à l'école. Certes, les mères insistent aussi sur l'absence de répercussions négatives du diabète sur le moral de l'enfant.»

Évidemment, le diabète amène son lot de difficultés. Ainsi, les mères ressentent de l'inquiétude et éprouvent parfois un sentiment d'impuissance ou de frustration face à leur faible marge de manoeuvre. Chez les enfants diabétiques, les injections d'insuline, la diète et le fait de ne pas pouvoir faire comme les autres dans les fêtes sont perçus comme les principaux problèmes. Quant aux frères et sœurs, ils ne trouvent pas toujours drôle de suivre le même régime. «Certains d'entre eux sentent aussi que leurs parents donnent plus d'attention à l'enfant diabétique et même s'ils en comprennent les raisons, ça les rend parfois un peu tristes.» Néanmoins, souligne Mme Jutras, les familles interrogées ont développé diverses attitudes et pratiques qui leur permettent de surmonter les obstacles, de s'épanouir et de profiter de la vie.

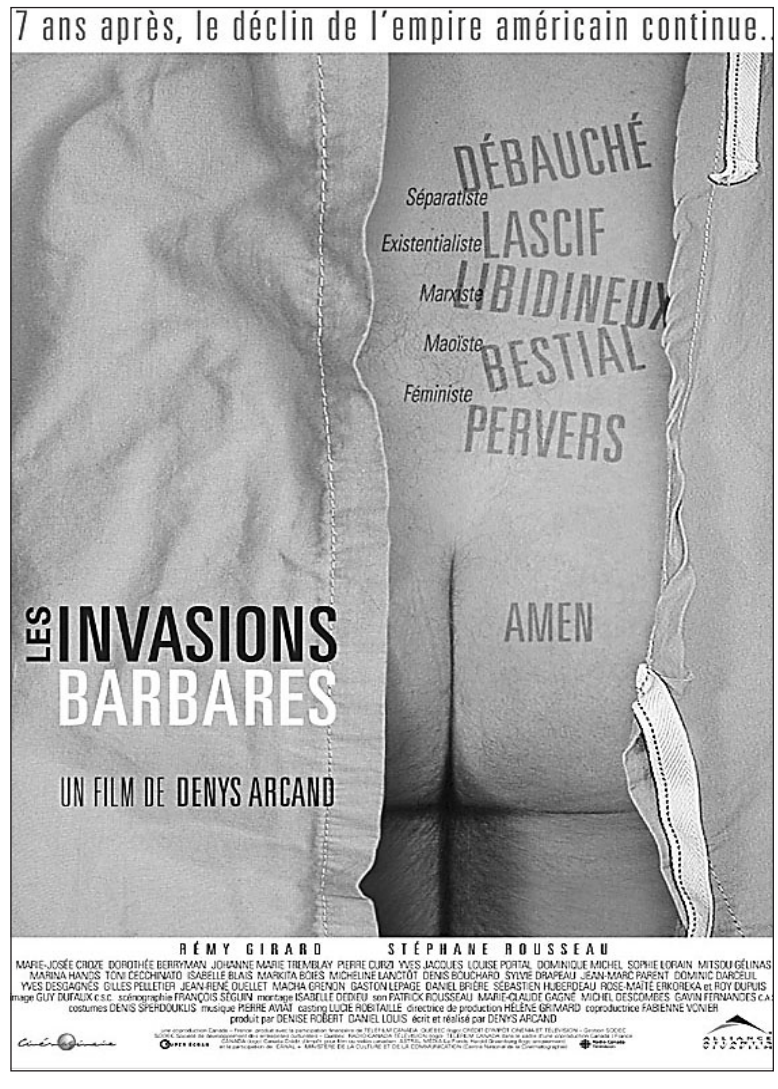
La professeure a synthétisé les résultats de sa recherche, dans un langage vivant et accessible, à l'intérieur de trois lettres distinctes qu'elle a adressé récemment aux mères, aux frères et sœurs, et aux enfants diabétiques ayant participé à l'étude. C'est que l'enquête, menée en collaboration avec la Clinique du diabète de l'hôpital Sainte-Justine et la Fondation pour enfants diabétiques du Québec, avait aussi une dimension de recherche-action. «Le projet visait certes à augmenter les connaissances sur le bien-être mais aussi à identifier des pistes d'action utiles à ces familles et à celles qui vivent une situation semblable. Identifier et renforcer ce qui est positif en l'être humain, voilà l'optique de la psychologie positive!», de conclure la professeure qui poursuit maintenant une nouvelle recherche, cette fois auprès de familles ayant un enfant atteint de surdité ●

Les invasions barbares… à l'UQAM

Du 8 au 11 mai, la communauté universitaire pourra s'en mettre plein la vue, au Centre de design, alors que sera présentée l'affiche du film *Les invasions barbares*, conçue par Alexandre Renzo, diplômé en design graphique de l'UQAM, aux côtés des 80 propositions d'affiches soumises par différents graphistes, à Denys Arcand, pour ce qui s'annonce déjà comme un méga-succès cinématographique, tant commercial que critique. Le cinéaste sera d'ailleurs présent au vernissage, le 7 mai à 18h, en compagnie des responsables du Centre et de quelques invités surprises.

Outre la proposition qui a séduit l'auteur-réalisateur, le producteur et le distributeur du film, ainsi que l'affiche finale qui en a résulté, l'exposition comprendra les maquettes soumises par Alliance Atlantis, Serge Chapleau, Diesel, Elastik, Stéphane Huot, Imagine, Marie-Violaine Lamarche, Taxi, Triplex et Tomasz Walenta. Dans le milieu, les professionnels appellent cela un «pitch» : un exercice difficile où après avoir vu le film, plus ou moins fini, le graphiste doit jeter des idées et donner le ton, bref, créer une atmosphère susceptible d'attirer les décideurs par la seule force de persuasion… du visuel.

De l'avis de tous, le choix s'est avéré une tâche ardue en raison de la qualité, de l'originalité et de la pertinence de chacun des projets proposés. On pourra s'en rendre compte *de visu* en s'arrêtant au 1440 sur Sanguinet, un détour qui vaudra assurément le déplacement! Pour plus d'informations sur l'exposition : 987-3395 ●



PUBLICITÉ

Le cinéma, un métier qui exige ténacité et folie

Claude Gauvreau

Qu'est-ce que des cinéastes aussi différents que Léa Pool, Denis Villeneuve, Louis Bélanger ou Marquise Lepage peuvent bien avoir en commun? Ils ont tous fait leurs classes à l'UQAM, dans le programme de baccalauréat en communication, profil cinéma.

Selon Paul Tana, responsable du profil depuis 1989 et lui-même cinéaste, la moitié des diplômés parviennent, bon an mal an, à se dénicher du travail dans le milieu du cinéma ou de la télévision. «On en retrouve plusieurs sur les plateaux de tournage, dans les salles de montage ou en post-production. Aujourd'hui, les Isabelle Lavigne, Bruno Bouliane, Denis Villeneuve et Louis Bélanger, pour ne nommer qu'eux, qu'ils fassent de la fiction ou du documentaire, appartiennent à ce que l'on appelle la relève du cinéma québécois, même s'ils ne constituent pas une école de cinéma en soi, et n'incarnent pas un style particulier.»

Cette relève rappelons-le, est déjà bien présente sur nos écrans. À preuve, à l'automne 2001, quatre films d'ex-uqamiens tenaient en même temps l'affiche dans différentes salles de cinéma à Montréal : *L'ange de goudron* de Denis Chouinard, *Crème glacée, chocolat et autres consolations* de Julie Hivon, *4125 Parthenais* d'Isabelle Lavigne et *Histoire de Pen* de Michel Jetté.

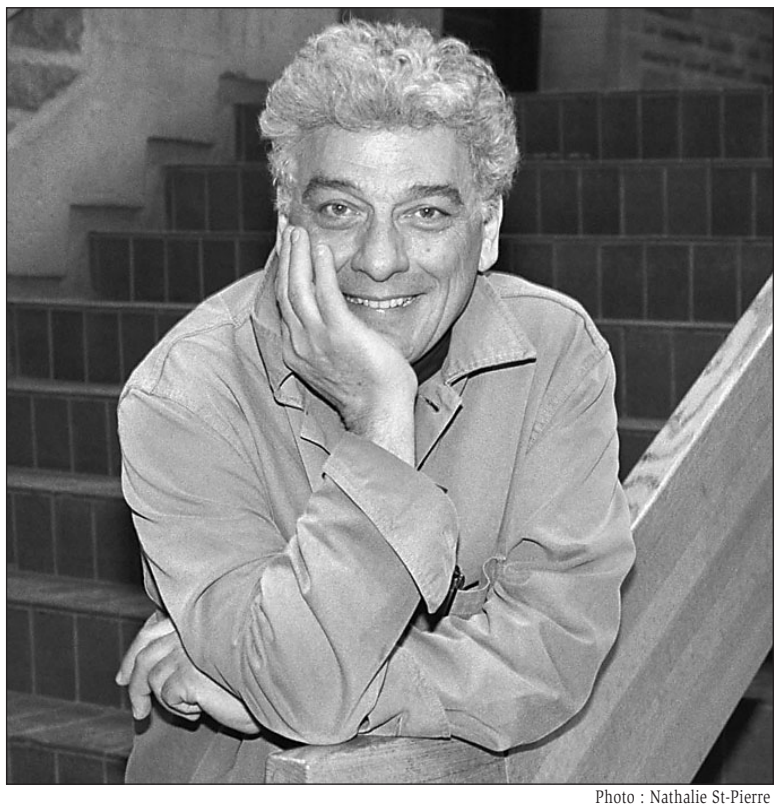


Photo : Nathalie St-Pierre

Paul Tana, professeur au Département de communication et responsable du profil cinéma.

Une formation complète

Avec son collègue Marcel Larivée, animateur pédagogique et «figure historique» du profil cinéma, Paul Tana assume en quelque sorte un rôle de producteur et de conseiller auprès des étudiants. «Nous sommes là pour encadrer leur démarche de création tout en offrant une formation la plus complète possible», précise-t-il. Le profil, en effet, aborde plusieurs dimensions : scénarisation, mise en scène, découpage, direction d'acteurs, rapport image-son, mixage, etc. Les quelque 25 à 30 étudiants qui y sont inscrits à chaque année sont aussi amenés à faire des courts métrages (fiction et documentaire) leur permettant d'approfondir l'étude de la réalisation cinématographique.

Pour Paul Tana, il est important que les étudiants saisissent la différence entre expression et création. «Réaliser un film sur ses vacances d'été, en tant qu'expression d'une expérience de vie, c'est très bien. Mais créer ou raconter une histoire de manière cohérente et personnelle, c'est une autre paire de manches. Il faut aussi savoir communiquer, faire en sorte que le public comprenne notre propos et ressente les émotions que l'on veut partager avec lui. Acquérir les principes de base de la narration classique constitue un pré-requis. À partir de là, on peut expérimenter de manière féconde.»

Selon le cinéaste-professeur, les étudiants du profil sont pour la plupart talentueux, éveillés, curieux, généreux et… capables d'écrire. Certains sont fascinés par un cinéma plus commercial, américain notamment, tandis que d'autres travaillent plutôt en marge, attirés par un cinéma d'auteur de tradition européenne, observe-t-il. «Dans leurs œuvres de fiction, le regard est souvent introspectif, porté sur les relations interpersonnelles. Mais je me rappelle d'une année où les étudiants avaient décidé de réaliser une comédie musicale à partir de leurs souvenirs d'adolescence. Ce fut pour eux comme pour moi une expérience amusante et enthousiasmante.»

Priorité à la diffusion

Le cinéma québécois est généralement en bonne santé, affirme Paul Tana . «Quand les gens vont voir un film québécois, ils en sortent souvent aussi enchantés que s'il s'agissait d'un film américain ou français. Mais faire du cinéma coûte cher et les producteurs s'attendent à ce que les films rapportent de l'argent. Dans de telles conditions, réaliser un film d'auteur, ou à caractère plus personnel, un film qui n'attirera pas les foules, tient de la gageure.»

Règne des producteurs et des distributeurs, prépondérance de l'influence de la télévision constituent, à son avis, depuis 10 ou 15 ans, quelques-unes des caractéristiques majeures du paysage cinématographique québécois. «Pour un cinéaste, tourner une télésérie est désormais aussi prestigieux que de réaliser un long métrage et ceux qui font de la fiction télévisuelle sont généralement issus du cinéma. Il est certain que la télévision représente un moyen de diffusion fort intéressant. Cependant, on a tendance à y sacrifier les sujets plus audacieux, notamment dans le domaine du documentaire, de peur de perdre des spectateurs. C'est l'effet pervers de la recherche constante des grands auditoires.»

Parlant de diffusion, Paul Tana estime que c'est une dimension trop négligée dans l'industrie québécoise du cinéma. «Une fois qu'un film est terminé, il faut qu'il soit vu. Si les distributeurs déployaient autant d'efforts d'imagination que les scénaristes et les réalisateurs, le cinéma québécois se porterait encore mieux. Aux États-Unis, si un film coûte 50 millions $ à produire, la même somme sera dépensée pour le vendre. Il ne s'agit pas d'imiter servilement les Américains, mais on devrait être capable de penser à des campagnes publicitaires pouvant attirer le public sans que cela nécessite des millions.

Paul Tana n'a pas tourné de films depuis 1998. Mais il a divers projets, dont un long métrage de fiction, qui sont encore au stade de développement. «Mon dernier film, *La déroute*, n'a pas été un succès et je me suis alors retrouvé dans une sorte de purgatoire», souligne-t-il. Il en a profité pour écrire, pour concevoir des projets, et pour travailler à la réforme du programme de baccalauréat en communication (voir encadré).

«De l'énergie, du temps, de la ténacité, voilà ce qu'exige le cinéma. J'ajouterais même qu'une certaine dose de folie est nécessaire car elle permet de croire profondément aux films que l'on veut faire… condition essentielle pour qu'ils se réalisent!».

Un programme repensé

En février dernier, la Commission des études approuvait un projet de réforme du baccalauréat en communication (médias) sous réserve, toutefois, d'une étude de coûts pour assurer sa viabilité. Le programme comportera, à compter de l'automne 2003, un nouveau profil (stratégies de production), tout en maintenant ceux qui existent déjà (cinéma, télévision, multimédia). Fait à noter, les étudiants pourront choisir l'un des profils de spécialisation dès leur entrée au programme et y chemineront en cohorte.

Quant au profil cinéma, il offrira trois axes de formation : la réalisation (fiction et documentaire), la direction de la photographie et la post-production visuelle et sonore. Rappelons que le baccalauréat en communication, créé en 1975, exerce un grand pouvoir d'attraction avec un taux d'admission élevé et un taux d'abandon bas et décroissant. Chaque année, un peu plus de 100 jeunes, parmi 800 à 1 000 candidats, y sont acceptés. Et après un cheminement d'un an et demi, ils ont à choisir une spécialisation en cinéma, en télévision ou en multimédia ●

2e prix au Concours René Cassin, à Strasbourg

En salle d'audience de la Cour européenne des Droits de l'Homme, à Strasbourg, l'équipe d'étudiants qui représentait l'UQAM, a livré, du 14 au 17 avril dernier, une solide performance qui lui a valu plusieurs prix. De cette 19e édition du Concours européen des Droits de l'Homme René Cassin, où s'affrontaient quelque 240 représentants de 60 universités venus de 20 pays, l'équipe revient avec le 2e prix, comme équipe finaliste, qui consiste en un stage à la Cour de Justice des Communautés européennes, au Luxembourg, le Prix de la meilleure équipe non-européenne, ainsi que celui du meilleure mémoire en défense. Les lauréats du premier prix cette année sont du Collège d'Europe de Natolin, de Pologne.

Étudiants au baccalauréat en droit, les plaideurs Pierre-Louis Fortin-Legris et Marie-Josée Leclair, assistés du conseiller juridique Guillaume Desmarais, ont préparé pendant plus de dix mois ce concours prestigieux qui cette année portait sur la liberté de presse et les droits de l'enfant. Le chargé de cours au Département des sciences juridiques Olivier Delas encadrait cette année encore le groupe, à titre d'entraîneur.

Considérée comme une adversaire redoutable par les universités où s'applique et est enseignée la Convention européenne des Droits de l'Homme, l'UQAM a remporté le Concours Cassin en 1994 et maintient une excellente feuille de route lors de ses participations ●

SUR INTERNET
www.coe.int/PortailT.asp

Interventions communautaires auprès des familles

Comment étudier et évaluer les interventions communautaires dites «intégrées» auprès des familles et des enfants, en particulier de milieux défavorisés? Comment construire une base scientifique de données capables de contribuer à l'amélioration de ces pratiques? Des questions qui seront au cœur d'un colloque international qui se tiendra les 9 et 10 mai prochain sous le thème «L'évaluation des initiatives communautaires intégrées : défis et perspectives».

L'événement, qui rassemblera près de 250 chercheurs, étudiants, gestionnaires et intervenants du Québec et d'ailleurs, est organisé par le Groupe de recherche et d'action sur la victimisation des enfants et l'Alliance de recherche sur le développement des enfants dans leur communauté (GRAVE-Ardec), en collaboration avec une équipe de recherche basée en Ontario, *Better Futures, Better Beginnings*.

Les participants pourront profiter de la présence de sept experts venus des États-Unis, de Grande-Bretagne et du Canada qui ont développé différentes stratégies d'évaluation dans le cadre de projets communautaires souvent complexes.

Le colloque se déroulera au Centre Mont-Royal, 2200 rue Mansfield à Montréal ●

SUR INTERNET
www.graveardec.uqam.ca

Le GREFi stimule la relève

Le Groupe de recherche en écologie forestière interuniversitaire (GREFi), dirigé par Christian Messier, professeur au Département des sciences biologiques, ne recule devant rien pour encourager la relève. À preuve, onze étudiants des cycles supérieurs et stagiaires postdoctoraux, provenant des divers établissements associés au GREFi, se sont vu décerner quelque 95 000 $ en bourses d'excellence! Au nombre des lauréats figuraient cinq étudiants en biologie de l'UQAM, soit Charles Ronald Drever (doctorat, 5 000 $) ainsi que Marianne Cheveau, Liliana Mascuarna-Lopez et Florence Cuu Bao Chau Tran (maîtrise, 5 000 $). En outre, trois jeunes chercheurs effectuant des études postdoctorales en nos murs comptent également parmi les récipiendaires. Il s'agit de Nicolas Bélanger et Andrew Park (20 000 $) et de Marilou Beaudet (5 000 $).

La remise des bourses s'est déroulée en mars dernier, à Montréal, dans le cadre d'un colloque organisé conjointement par le Centre de recherche en biologie forestière (CRBF) et le GREFi. L'événement a été l'occasion, pour les membres des regroupements, d'échanger sur leurs travaux respectifs par le biais d'une trentaine de communications, la présentation d'une vingtaine d'affiches scientifiques et la tenue de deux grandes conférences. Rappelons qu'à lui seul, le GREFi compte 28 membres réguliers, 20 membres associés, une vingtaine de professionnels de recherche, une centaine d'étudiants des cycles supérieurs et une dizaine de stagiaires postdoctoraux, affiliés à l'un ou l'autre des six établissements suivants : UQAM, UQAT, UdeM, McGill, Concordia et INRS-Institut Armand-Frappier ●

L'UQAM accueille le 1er Forum international sur l'écosanté

Michèle Leroux

Sous le thème Écosystèmes et santé humaine, un forum public international réunira à l'UQAM, du 18 au 23 mai prochain, plus de 400 chercheurs, décideurs, praticiens et représentants de la société civile venus des quatre coins de la planète, pour examiner quelles seraient les stratégies d'action permettant de conjuguer la santé des écosystèmes et celle des populations. L'événement, une première mondiale dans le domaine de l'écosanté, est organisé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), un des chefs de file mondiaux en la matière, de concert avec plusieurs partenaires oeuvrant à l'échelle locale, nationale et internationale (voir l'encadré).

«Le Forum international sur les approches Écosystèmes et santé humaine vise à mettre en vedette et à appuyer le travail des chercheurs du Sud et du Nord et leur façon de s'attaquer aux problèmes de santé dans le contexte d'une approche écosystémique», explique la directrice de l'Institut des sciences de l'environnement (ISE), la professeure Donna Mergler, qui assume avec le professeur David Rapport des universités Guelph et Western Ontario la présidence du comité de programme du Forum. Les chercheurs à l'avant-garde dans le domaine de l'écosanté montreront comment les résultats de leurs recherches, effectuées avec la participation des populations (voir l'encadré), peuvent aider les gouvernements à élaborer des politiques pour améliorer le bien-être des collectivités et la santé de leur environnement, que ce soit en Amérique latine, en Asie ou en Afrique.

Le programme met l'accent sur les échanges durant les plénières où de nombreux conférenciers de marque sont conviés, parmi lesquels Dr Grö Harlem Brundtland, directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui prononcera l'exposé d'ouverture par vidéoconférence, de Genève où se tiendra, au même moment, l'Assemblée générale de l'OMS; Mme Joanne Gélinas, commissaire à l'environnement et au développement durable du Canada, qui donnera une conférence publique gratuite et ouverte à tous, le mardi 20 mai à 19h00, à la salle Marie-Gérin-Lajoie; Mme Maureen O'Neil, présidente du CRDI; M. Gilbert Parent, ambassadeur à l'Environnement du Canada; M. Ola Ullsten, ancien premier ministre de la Suède et coprésident de la Commission mondiale des forêts et du développement durable, Dr Richard Massé, président-directeur général de l'Institut national de santé publique du Québec et Herb Gray, président de la section canadienne de la Commission mixte internationale.

Photo : Michel Giroux

La coprésidente du comité de programme du *Forum international sur les approches Écosystèmes et santé humaine*, la professeure Donna Mergler, directrice de l'Institut des sciences de l'environnement.

«Le Forum vise à mettre en commun des expériences de recherche, à favoriser un échange d'idées vraiment mondial et à offrir aux collectivités l'occasion de présenter leurs propres constatations à un auditoire international. Il fournit de plus une occasion unique de débattre des répercussions de la recherche avec des responsables des politiques et des décideurs», estime Mme Mergler, une pionnière de l'approche écosystémique de la santé et de la recherche participative, dont les travaux en neurotoxicologie lui ont valu le titre de chercheur émérite 1999-2002 du CRDI ainsi que de nombreux prix et distinctions.

Les partenaires

- Centre de recherches pour le développement international (CRDI)
- Organisation mondiale de la santé (OMS)
- Organisation panaméricaine de la santé (OPS)
- Programme des Nations Unies pour l'environnementt (PNUE)
- Fondation des Nations Unies
- International Society for Ecosystem Health
- Agence canadienne de développement international (ACDI)
- Environnement Canada
- Santé Canada
- Ministère de la Santé et des services sociaux du Québec
- Biodôme de Montréal
- Institut des sciences de l'environnement (ISE) et l'UQAM

Dans la foulée de Johannesburg

«L'approche Écosystèmes s'insère parfaitement dans le contexte de la globalisation des économies, des politiques et, de plus en plus, de notre environnement, ajoute Mme Mergler, et permet de regarder la santé d'un point de vue plus global, en tenant compte de toutes les interactions, pas seulement des déterminants.» Pour le directeur du comité du Forum, le chef d'équipe du Programme Écosystèmes et santé humaine du CRDI Jean Lebel, qui a fait ses études doctorales en sciences de l'environnement à l'UQAM, «le Forum donne la possibilité de poursuivre les discussions après le Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg».

Plus de 150 experts en provenance d'une trentaine de pays présenteront au Forum les résultats de leurs recherches en écosanté, portant à titre d'exemple sur le paludisme en Afrique et au Mexique, le hantavirus et le virus du Nil aux États-Unis, ou la contamination au mercure en Amazonie (voir l'encadré). Signalons la présence de Clifford Mutero (Afrique du Sud), Ligia Noronha (Inde), Rami Zurayk (Liban), Jonathan Patz (É-U.), Rachel Nugent du National Institute of Health (É-U.), May Yacoob de la Fondation des Nations Unies, Marc Lucotte (UQAM), Dr Carlos Santos Burgoa et Dr Mario Henry Rodriguez Lopez (Mexique).

Dans la soirée du 21 mai, les participants sont invités à se rendre au Palais des Congrès pour le banquet et le spectacle conçu par Hélène Pedneault. Outre l'activité «Avec le monde», qui propose la rencontre dans divers sites de la région de Montréal d'intervenants dans des organismes travaillant en santé ou en environnement (Zones d'interventions prioritaires ou Zip, les écoles vertes Brundtland, etc), toutes les activités auront lieu à l'UQAM. La traduction simultanée sera assurée en anglais, en français et en espagnol pendant toutes les séances plénières, de même qu'au cours de certains ateliers de l'après-midi ●

SUR INTERNET
www.crdi.ca/forum2003

Le projet Mercure en Amazonie : un bel exemple d'approche écosanté

Parmi les travaux de recherches ayant adopté une démarche écosystémique de la santé, il faut signaler le projet mercure en Amazonie, auquel ont été associés de nombreux professeurs et étudiants des programmes en sciences de l'environnement de l'UQAM et de l'Université fédérale du Para à Santarem, en plein cœur de l'Amazonie brésilienne. Cité en exemple par la présidente du CRDI lors de la rencontre des ministres de la Santé et de l'Environnement des Amériques, le projet a permis une découverte scientifique majeure, que l'on doit notamment à Marc Roulet, alors étudiant au doctorat. L'équipe de chercheurs a découvert que la source de la contamination n'était pas le mercure utilisé dans l'extraction de l'or, mais était plutôt relié au déboisement, qui entraînait l'érosion des sols dans lesquels se trouve du mercure. Ce métal bioaccumulable dans la chaîne alimentaire était assimilé par les poissons, puis par les villageois, dont c'était la principale source de protéines. On observa que la consommation de poisson contaminé avait des effets nocifs sur le système nerveux, et ce même lorsque les niveaux d'exposition étaient inférieurs à ceux jugés sécuritaires par l'OMS. En travaillant sur le terrain et en étroite collaboration avec la population locale, des mesures correctives touchant le reboisement, la pêche et l'alimentation ont été mises au point.

En finançant ce projet dirigé par Mme Mergler et le professeur Marc Lucotte de l'ISE, le CRDI préconisait une vision holistique de la santé humaine et de la durabilité de l'environnement, en tenant compte du fait qu'il n'y pas de frontière entre le bien-être des gens et la santé de l'environnement. Cette même approche écosanté guide des projets tels que ceux visant des solutions de rechange à l'utilisation de DDT dans la lutte contre le paludisme au Mexique, la réduction de l'exposition aux pesticides des producteurs de pommes de terre de la province de Carchi, en Équateur et l'incidence de l'exploitation du minerai de fer à Goa, en Inde.

Colloque en chimie

C'est maintenant une tradition. Les 5, 6 et 7 mai prochain, se tiendra le colloque annuel des étudiants en chimie et biochimie. Les finissants au baccalauréat, ainsi que ceux de la maîtrise (incluant le profil option biochimie), y présenteront les résultats de leurs travaux de recherche, sous forme d'affiches et de conférences. Le colloque comprend également, à la fin de chaque journée, un séminaire donné par un conférencier invité. L'événement aura lieu au pavillon Sherbrooke (salle SH-3420), situé au 200, rue Sherbrooke Ouest. On peut s'inscrire sans frais en communiquant avec Cécile Poirier (987-3000, poste 4119) ●

LETTRES DES LECTEURS

Monsieur le Recteur et cher ami,

Je tiens à vous dire que je vous suis immensément reconnaissant. D'abord, pour avoir pris l'initiative – quelle heureuse idée! – d'organiser ce Colloque d'une semaine complète pour marquer le 40e anniversaire de la première tranche du Rapport Parent. Ce faisant, vous avez activement contribué à la «société éducative», c'est-à-dire à remettre sur la place publique, à travers le Rapport Parent, l'idée que l'éducation doit être une priorité, pour le plein épanouissement de chacun, pour la justice sociale et pour le bien commun, comme vous l'avez si bien rappelé vous-même en clôturant le Colloque.

Et puis, je vous suis infiniment reconnaissant pour l'hommage que vous avez voulu rendre aux anciens membres de la Commission Parent. J'en ai été touché et très ému. Ces journées et ces heures demeureront pour moi des souvenirs impérissables.

J'avoue que ma femme, Claire-Emmanuèle, a été très sensible au fait que vous avez su l'associer à cette fête. Elle me demande de vous en remercier tout particulièrement.

Si ce Colloque a été si remarquablement bien réussi, c'est qu'il a été préparé, sous votre direction, avec un très grand soin et beaucoup d'intelligence. Je pense évidemment en particulier à l'extraordinaire efficacité de Louise Julien et Dolorès Otero, ainsi qu'à votre service des communications, mesdames Lucas et Jacques, et aussi à l'équipe de Michel Allard et, bien sûr à la vice-rectrice, Danielle Laberge. Il y en a sans doute un bon nombre d'autres que je devrais nommer. Puis-je vous demander de leur transmettre mes remerciements les plus chaleureux et ceux de ma femme.

La lithographie de Luc Nadeau que j'ai reçue en cadeau, *Ungava Express*, est magnifique, nous l'aimons beaucoup. Elle est déjà installée en très bonne place dans notre maison des Laurentides. Pour cela aussi et en particulier, un très grand merci.

Vous connaissez, cher ami, mes sentiments d'amitié et d'admiration à votre endroit. Permettez simplement que je vous les réitère cette fois encore.

Guy Rocher
Professeur
Centre de recherche en droit public
Université de Montréal

Brian Mishara

Investir dans la prévention pour mieux combattre le suicide

Claude Gauvreau

On en parle peu. C'est un sujet difficile, délicat à aborder, parce qu'il renvoie à nos croyances et à nos valeurs les plus profondes. Mais la réalité est là, brutale. En 1999, au Québec, le suicide a causé la mort de plus de 1 600 personnes… davantage que les accidents de la route.

«Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le suicide, à chaque année, à travers le monde, fait plus de victimes que les guerres, les homicides et les actes terroristes», souligne le professeur Brian Mishara du Département de psychologie, également directeur du Centre de recherche et d'intervention sur le suicide et l'euthanasie (CRISE). Ce centre interdisciplinaire, basé à l'UQAM, regroupe plus de 40 chercheurs, intervenants et étudiants en provenance de quatre universités et d'une vingtaine d'organismes. Le CRISE se distingue par le fait que la plupart de ses recherches se font en collaboration avec des intervenants sur le terrain dans le but de diminuer le taux de suicide et les comportements suicidaires.

«On cherche toujours des explications simples, mais elles n'existent pas», affirme M. Mishara. «Les facteurs qui contribuent à augmenter les risques du suicide sont multiples, individuels, familiaux, sociaux, culturels. Heureusement, on peut miser sur des réseaux sociaux, des activités de prévention et des services socio-sanitaires qui permettent de diminuer les risques.»

Photo : Michel Giroux

Brian Mishara, directeur du Centre de recherche et d'intervention sur le suicide et l'euthanasie (CRISE).

Des hommes plus fragiles

En général, ce sont les hommes d'âge mûr, les *babyboomers*, qui constituent la population la plus fragile, observe M. Mishara. Les risques de mourir du suicide seraient quatre fois plus élevés chez eux que chez les femmes. Comment comprendre ce phénomène? «Il est clair que les hommes sont moins portés à chercher de l'aide ou à consulter un médecin ou un psychologue. Ils ont tendance à attendre que la situation devienne très critique avant d'agir. Notre compréhension des racines du mal demande à être approfondie, mais chose certaine, nombreux sont les hommes qui ont intériorisé l'image du héros américain invulnérable, que rien n'atteint et qui n'a besoin de personne pour solutionner ses problèmes.»

Par ailleurs, la situation demeure préoccupante du côté des jeunes. Le suicide emporte une centaine d'entre eux bon an mal an. En 1999, une année particulièrement triste, 84 garçons et 22 filles de 10 à 19 ans se sont enlevé la vie au Québec. Leur détresse passe souvent inaperçue parce que les symptômes extérieurs ne sont pas toujours visibles. Dépression, peine d'amour, abus de drogues, problèmes de santé mentale, milieu familial difficile… encore là, les facteurs de risque sont nombreux et variés.

Il ne faudrait pas conclure que la majorité des gens déprimés dans notre société sont des candidats au suicide, ajoute Brian Mishara. «Toutefois, on doit combattre l'idée que l'on ne peut rien faire pour contrer le fléau et poursuivre les efforts en matière de prévention et de formation, car ce ne sont pas les personnes suicidaires ou leurs proches qui exercent des pressions politiques ou manifestent dans la rue pour exiger davantage de services ou de soins.»

Une question de volonté politique

Depuis 1998, le Québec s'est doté d'une stratégie nationale de prévention du suicide qui recommande que chaque région du Québec développe une gamme de services d'aide et de prévention et organise des activités de formation pour les intervenants sur le terrain. «Le hic c'est que cette politique ne prévoit pas d'exigences particulières ou de moyens de contrôle quant à sa mise en œuvre», précise M. Mishara. «Résultat : son application est laissée à l'initiative de chaque régie régionale de la santé. Celle de Montréal a décidé que le suicide n'était pas une priorité, même si l'on sait que 40 % de tous les suicides au Québec surviennent dans la région métropolitaine. C'est une question de volonté politique, car dans tous les pays où on a investi argent et ressources dans la prévention, on a pu observer une diminution du taux de suicide», soutient M. Mishara.

Celui-ci insiste également sur l'importance d'agir auprès de l'entourage des personnes suicidaires. «Nous avons un projet de recherche qui vise à évaluer les programmes d'aide et d'éducation des proches de personnes suicidaires à haut risque. Un appel téléphonique sur sept logé aux centres de prévention du suicide, comme Suicide-Action de Montréal, provient de ces proches qui ne savent pas toujours comment intervenir pour venir en aide.»

Le CRISE vient également d'obtenir un contrat de recherche du gouvernement américain et de l'Association américaine de suicidologie pour évaluer les effets d'interventions téléphoniques auprès de personnes suicidaires. «Il existe aux États-Unis un numéro central qu'une personne en détresse peut composer et qui lui permet d'être automatiquement transférée à l'un des 94 centres de prévention du suicide.»

Le création d'un programme de recherche postdoctoral, international et interdisciplinaire, figure aussi au nombre des projets du CRISE. «Ce programme impliquera des chercheurs de l'hôpital Douglas de Montréal, et deux organismes français, l'Institut national de recherche scientifique de Paris et l'Union de prévention du suicide.»

Notre compréhension des causes du suicide et des moyens de le prévenir a nettement progressé, affirme M. Mishara. Il n'y a donc pas lieu d'être pessimiste. Par contre, il importe d'approfondir la connaissance de certaines sous-populations à risque : les hommes, bien sûr, mais aussi les autochtones et le milieu carcéral, ajoute-t-il.

«Au Québec, nous avons développé une telle expertise en matière de suicidologie que nos formateurs et nos intervenants sont en demande partout à travers le monde», conclut-il ●

Code de gestion des pesticides

Pour éviter de manger les pissenlits par la racine

Céline Séguin

Avec le printemps tardif, les enfants n'en peuvent plus d'espérer le retour des balançoires dans les parcs, tandis que les grands, eux, désespèrent de voir verdir leur parterre. Le hic, c'est que la nature, dans nos villes et banlieues, est de moins en moins… naturelle. Pour obtenir la pelouse «parfaite», les apprentis sorciers ont recours aux herbicides, insecticides et fongicides disponibles en vente libre. Ces cocktails sont aussi utilisés sur les surfaces gazonnées des espaces publics, dont les terrains de jeux. Faut-il s'en inquiéter? Assurément, de répondre Philip Spear et Monique Boily, chercheurs au Centre de recherche en toxicologie de l'environnement (TOXEN).

L'urgence d'agir

Depuis quelques années, l'utilisation des pesticides à des fins «esthétiques», en milieu urbain, est de plus en plus remise en cause en raison des risques à la santé et à l'environnement qui y sont associés. Or, juste avant les élections, l'ancien ministre à l'Environnement et à l'Eau, André Boisclair, annonçait l'adoption d'un nouveau «Code de gestion des pesticides» visant à régir de façon plus sévère l'entreposage, la vente et l'utilisation de ces produits au Québec. La guerre en Irak et la lutte électorale ont toutefois contribué à «noyer la nouvelle». La question demeurant d'intérêt, le *Journal* a cru bon d'y revenir avec des experts du TOXEN.

«Certains produits en vente libre auraient dû être interdits depuis longtemps», déclare d'emblée la stagiaire postdoctorale Monique Boily. Par exemple, dit-elle, le Dicophol, un insecticide destiné aux rosiers, est un produit qui, en se dégradant, ressemble fort au DDT, dont on connaît assez les effets dévastateurs. «On trouve aussi sur la liste le Carbonyl et le Malathion, des produits très efficaces contre les insectes… mais qui tuent aussi les oiseaux! De même, certains fongicides, comme le Bénomyl, fréquemment utilisés dans l'entretien des parcs, sont particulièrement nocifs. Enfin, en matière d'herbicides, il est heureux de constater qu'on a interdit l'usage du 2,4-D, les recherches ayant révélé de nombreuses associations entre cette famille de produits et diverses formes de cancer.»

Les risques à la santé humaine

Les pesticides, précise Mme Boily, peuvent être absorbés par les voies orale, cutanée et respiratoire. «En milieu urbain, la plupart des cas d'exposition sont de contact car les produits, pour être efficaces, collent littéralement aux végétaux. Mais on peut aussi en recevoir une dose par inhalation. Les principales cibles sont alors les personnes qui préparent ou manipulent le produit, ou encore les jeunes qui s'amusent sur un terrain récemment traité. L'exposition par la voie respiratoire peut aussi survenir lors d'arrosages en hauteur. Enfin, on peut aussi en ingérer accidentellement. Pensons au tout-petit qui joue dans l'herbe et porte ses jouets à sa bouche, ou encore à l'adulte qui

Suite en page 9 ▶

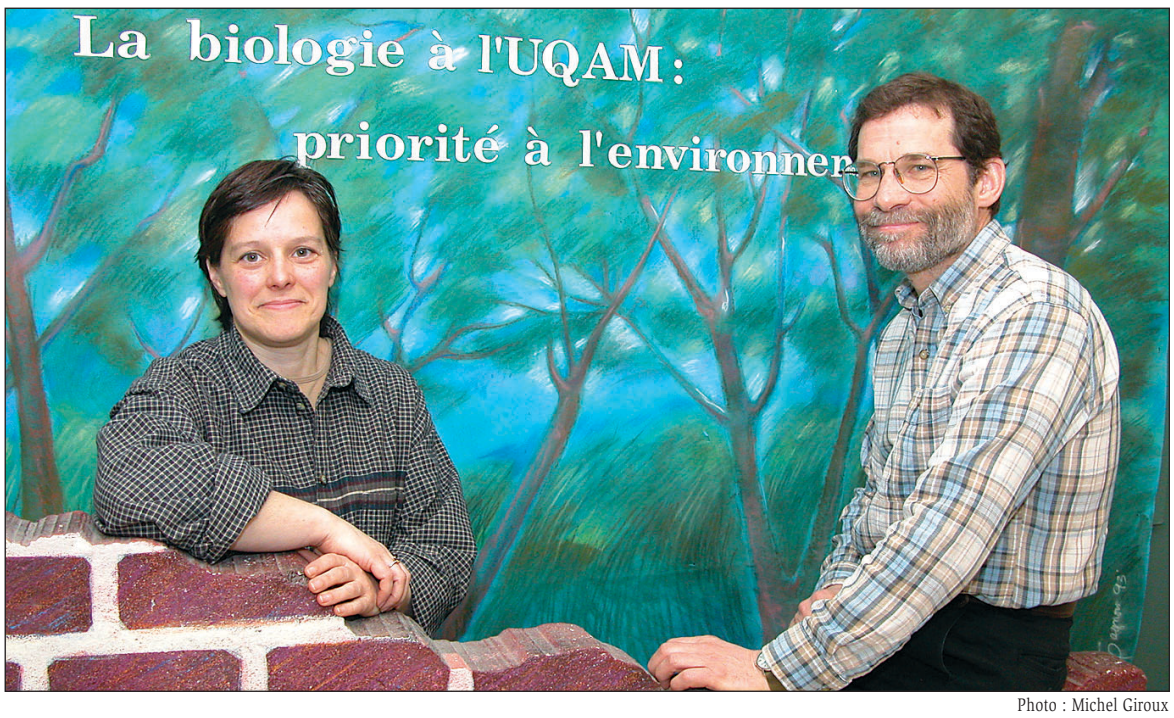


Photo : Michel Giroux

Les chercheurs du Centre TOXEN, Monique Boily, stagiaire postdoctorale, et Philip Spear, professeur au Département des sciences biologiques.

PUBLICITÉ

Entreprises en quête de leaders mondiaux

Claude Gauvreau

Êtes-vous capable de penser globalement, de redéfinir rapidement votre stratégie d'affaires, de faire preuve de flexibilité dans un monde en changement, ou de comprendre la portée des nouvelles technologies? Si oui, vous risquez de correspondre au portrait-robot du leader mondial d'entreprise tel que dessiné par le professeur Allen Morrison qui, récemment, donnait une conférence à l'UQAM sur le thème «The Character of Global Leaders».

M. Morrison est également le titulaire de la Chaire Joseph-Armand-Bombardier en management global de la Richard Ivey School of Business de l'Université Western Ontario. Celle-ci vient de conclure une entente de collaboration avec la Chaire Bombardier en gestion des entreprises transnationales de l'UQAM dont la titulaire est Mme Mihaela Firsirotu, professeure au Département de stratégie des affaires.

Cette entente entre les deux chaires a été rendue possible en raison de la convergence de leurs objectifs et de leurs intérêts de recherche, explique Mme Firsirotu. «Nous nous intéressons à la stratégie des entreprises transnationales, à leur gouvernance et à leur positionnement sur les marchés mondiaux. Quant à la chaire de M. Morrison, ses champs de recherche, complémentaires aux nôtres, concernent les stratégies multinationales, le leadership et les alliances internationales», précise-t-elle.

Soulignons que le professeur Morrison est l'auteur ou co-auteur d'une cinquantaine d'articles et études de cas, ainsi que de sept livres dont *Global Explorers : The Next Generation of Leaders* (Routledge, 1999). Il a dirigé de nombreux séminaires tant au Canada qu'aux États-Unis et en Europe, et a agi comme consultant auprès de dirigeants de grandes entreprises multinationales : IBM, General Motors, Exxon Mobil Company International, AT&T, etc.

Un axe Montréal-Toronto

L'entente de collaboration, expliquent les deux professeurs, comportera trois grands volets. Primo, il s'agit de mener des études de cas en lien avec des thèmes d'actualité. Ainsi, par exemple, on examinera les activités en Europe d'une entreprise comme Bombardier, ses alliances, ses acquisitions. «Nous voulons comprendre quels sont les facteurs stratégiques pouvant expliquer le succès ou l'échec de fusions, d'alliances ou d'acquisitions d'entreprises dans le contexte de la mondialisation.»

Secundo, on prévoit organiser, en alternance entre Montréal et Toronto, des séminaires s'adressant à des cadres canadiens et étrangers d'entreprises et portant sur les résultats des activités de recherche des deux chaires. Tertio, des échanges académiques sont prévus à travers des conférences et des séminaires de formation pour les étudiants de maîtrise et de doctorat.

Photo : Michel Giroux

Mme Mihaela Firsirotu, titulaire de la Chaire Bombardier en gestion des entreprises transnationales (École des sciences de la gestion), et M. Allen J. Morrison, titulaire de la Chaire Joseph-Armand-Bombardier en *Global Management* de la Richard Ivey School of Business (Université Western Ontario)

Un monde de plus en plus complexe

Selon M. Morrison et Mme Firsirotu, les dirigeants des grandes entreprises multinationales évoluent dans un monde qui se complexifie chaque jour. «La multiplication des marchés entraîne une multiplication des problèmes. Comment une entreprise doit-elle se positionner face à un même concurrent dans plusieurs marchés à la fois? C'est à ce type de questions, notamment, que se trouvent confrontés plusieurs dirigeants», souligne Mme Firsirotu.

«On entend toujours parler de village global comme si le monde s'était rapetissé grâce aux nouvelles technologies de communication. Et dans un certain sens, c'est vrai», ajoute M. Morrison. «Toutefois, on ne doit pas perdre de vue que le monde s'élargit également. Les cadres d'entreprises font des affaires avec des clients ou des fournisseurs de toutes sortes de pays où la culture, les modes d'organisation et de gestion, les règles de déontologie, sont fort différents des leurs.»

Dans un tel contexte, l'existence de leaders mondiaux d'entreprises, talentueux et compétents, constitue, selon lui, la clé de la réussite de la globalisation économique. «Les grandes firmes multinationales estiment elles-mêmes que de tels chefs de file sont en nombre insuffisant.» Ces *global leaders*, comme il les appelle, se distinguent par leur capacité de diriger des gens dans plusieurs pays à la fois. «Leur vision est systémique et peut tenir compte d'une foule de variables, qu'elles soient de nature politique, économique, réglementaire, sociale ou culturelle», conclut-il ●

▶ *Suite de la page 7*

casse la croûte après avoir touché une surface contaminée.»

Les risques à la santé dépendent du produit, du mélange et de la dose. Après un simple contact, on peut souffrir de céphalées, d'étourdissements ou d'irritation cutanée. Une intoxication plus sévère peut s'accompagner de crampes, de troubles de vision ou de difficultés respiratoires. «On ne peut pas établir de relations causales directes entre l'exposition répétée à ces produits et l'apparition ultérieure de problèmes de santé chez l'humain. Par contre, les recherches révèlent des associations troublantes entre les pesticides et des incidences de cancer, des perturbations du système nerveux, immunitaire ou reproducteur, et des problèmes de croissance. Alors, pourquoi ne pas réduire le risque en bannissant le plus possible ces produits de notre environnement quotidien?», de lancer Philip Spear.

Des mentalités à changer

Comme le souligne les chercheurs, le Code cible en priorité les terrains publics, puis les terrains commerciaux et privés. «Il faut changer les mentalités. C'est possible d'obtenir une belle pelouse sans recourir aux pesticides mais il faut, pour cela, s'occuper régulièrement du terrain, intervenir plus souvent après les pluies, choisir des plantes adaptées aux conditions ambiantes et opter pour des pratiques préventives, telles fertiliser à l'aide d'engrais naturels, désherber à la main, etc. Il faut y mettre des efforts, mais c'est minime en comparaison des gains qui en découlent pour l'environnement et la santé. Et puis, des insectes et des fleurs de trèfle, ça attire les oiseaux, les papillons. C'est bien non?», de dire Mme Boily.

Le nouveau Code n'est toutefois pas une panacée. «L'entretien des pelouses et jardins, soit l'horticulture, représente 15 % de l'usage des pesticides; l'autre 85 %, est destiné à l'agriculture. Et là, il y a encore beaucoup à faire, de préciser Philip Spear. Par ailleurs, on parle d'une échéance de trois ans pour les terrains de golf qui sont de très grands utilisateurs de pesticides. Après un 18 trous, prenez l'une de vos balles et mettez-là dans un verre d'eau. Si le terrain a été récemment traité, vous verrez un dépôt d'huile flotter à la surface. Les passionnés de golf sont certainement à risque mais en sont-ils seulement conscients?»

Beaucoup de questions restent aussi sans réponse, d'affirmer les chercheurs. Comment le Code sera-t-il appliqué? Y aura-t-il des amendes? Qu'en est-il de l'harmonisation avec les autres paliers de gouvernement? Alors même que l'on connaît mal les risques liés aux effets combinés de l'exposition à plusieurs pesticides, on parle déjà de l'arrivée, sur le marché, d'une nouvelle génération de produits. «C'est inquiétant. Il y a 20 ans, les ministères jouaient un rôle proactif en matière de tests et d'analyses. Aujourd'hui, ce sont des laboratoires privés, voire les compagnies elles-mêmes qui s'en chargent. On a le droit d'avoir des doutes... » Tant que la question des effets à long terme ne sera pas mieux documentée, il y a lieu, selon ces chercheurs, de favoriser une utilisation beaucoup plus restreinte des pesticides ●

SUR INTERNET
www.menv.gouv.qc.ca/pesticides/permis/code-gestion

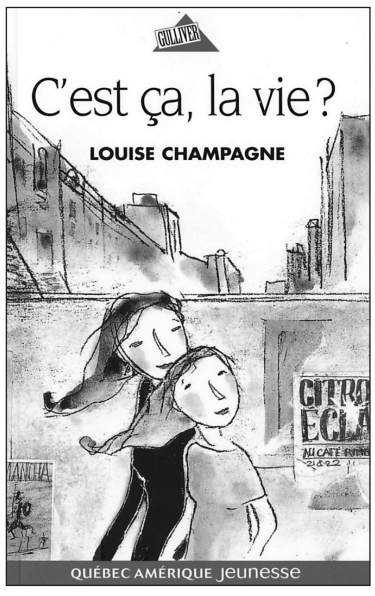
Faits saillants du Code de gestion des pesticides

- Interdiction d'appliquer les pesticides les plus nocifs sur les surfaces gazonnées des espaces verts publics, parapublics et municipaux *(sera étendu aux espaces verts privés et commerciaux d'ici trois ans)*;
- Interdiction d'appliquer la quasi-totalité des pesticides à l'intérieur et à l'extérieur des centres de la petite enfance et des écoles;
- Obligation pour les terrains de golf de déposer au ministère de l'Environnement un plan triennal de réduction de l'utilisation des pesticides (d'ici trois ans);
- Interdiction de vendre des mélanges de fertilisants-pesticides et des emballages mixtes (ex. herbicide-insecticide), d'ici un an;
- Interdiction d'avoir un étalage accessible au public pour les produits d'usage domestique, d'ici deux ans;
- Création de permis et certificats spécifiques à la vente au détail;
- Nouvelles règles pour le transport et l'entreposage.

PUBLICITÉ

Quelle famille !

Après *Appelle-moi Zaza!*, Louise Champagne, coordonnatrice à la Faculté d'éducation, récidive avec



C'est ça la vie ?, son deuxième roman jeunesse qui aborde avec humour les tumultes de la vie d'une adolescente au sein d'une famille recomposée.

Claudie, personnage central, voudrait que tout change, à commencer par le nouveau conjoint de sa mère. Comment supporter que Julien, son beau-père, lui préfère sa petite sœur Janie-la-peste? Et pourquoi sa mère s'entête-t-elle à les faire vivre toutes les trois au fond du Rang 4, dans la maison de Julien? Mais voilà que Céline, l'extravagante marraine de Claudie, débarque et lui offre une escapade de trois jours en ville. Au programme : film d'horreur, resto africain, spectacles… Enfin, un peu d'air frais! C'est ça la vie!

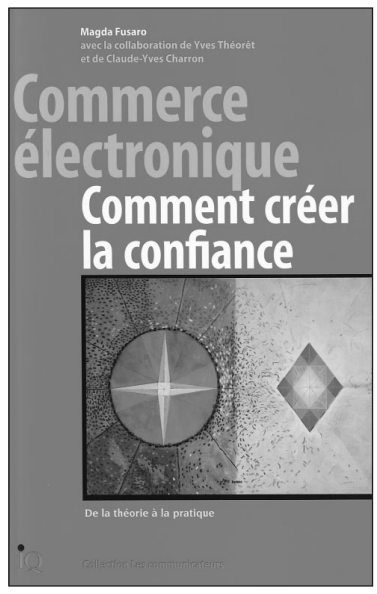
En conclusion, l'auteure rend hommage à sa propre famille. «Dans cette famille traditionnelle, j'y ai appris la tolérance, le respect de la différence, la dérision de soi, l'amour de l'autre, le partage et la tendresse. Je souhaite à tous les enfants et à tous les ados de ce monde de connaître cet état d'amour familial un jour.» Publié chez Québec Amérique Jeunesse.

Commerce électronique

Devenu l'une des priorités de la décennie, le commerce électronique requiert plusieurs mesures d'ordre réglementaire et économique afin de contribuer au développement des transactions en ligne. Mais si les gouvernements et certaines entreprises ont emboîté le pas, les consommateurs, eux, sont encore souvent absents du cyberespace.

Magda Fusaro, chercheure associée pour ORBICOM, le réseau des chaires UNESCO en communication, vient de publier *Commerce électronique. Comment créer la confiance*, qui vise à permettre aux entreprises et aux webmestres de revoir les règles du jeu en présence et d'adapter leurs stratégies commerciales pour mieux générer la confiance de leur clientèle. Écrit en collaboration avec Yves Théorêt et Claude-Yves Charron, professeurs au Département des communications, cet ouvrage offre des pistes de réflexion pour aplanir les obstacles à caractère technique, économique et socioculturel en vue de permette à tous les acteurs sociaux de profiter des avantages du commerce électronique.

Comme l'écrit Mme Fusaro, «bien que le nombre d'internautes augmente et que le total des transactions électroniques soit en hausse, le com-

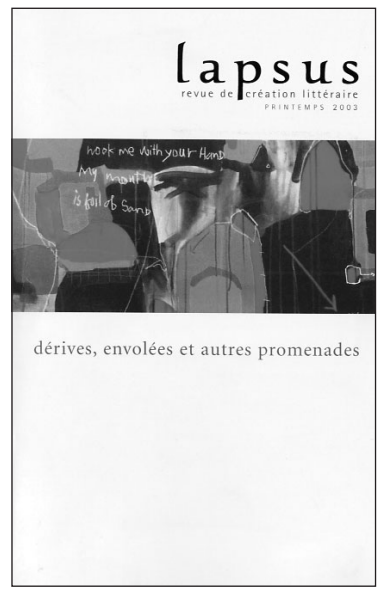


merce en ligne demeure pour les entreprises et les consommateurs un objet de doute.» Publié chez Isabelle Quentin éditeur.

Création littéraire

Après une absence de trois ans, voilà que renaît *Lapsus*, la revue de création des étudiants en littérature de l'UQAM. Intitulé *dérives, envolées et autres promenades*, ce numéro réunit une douzaine de collaborateurs, en majorité des étudiants du bac en études littéraires. Leurs écrits nous transportent du voyage intérieur aux chroniques de Bulgarie, en passant par l'an/encrage à Montréal. On y parle du pays, perdu ou à refaire, de l'amour, de la mort, de l'invisible. Certains poèmes et autres écrits évoquent le silence et la solitude que les mots, heureusement, parviennent à endiguer, que ce soit ceux que l'on écrit ou ceux que l'on reçoit enfin…

Un double, jumeau fantasmatique

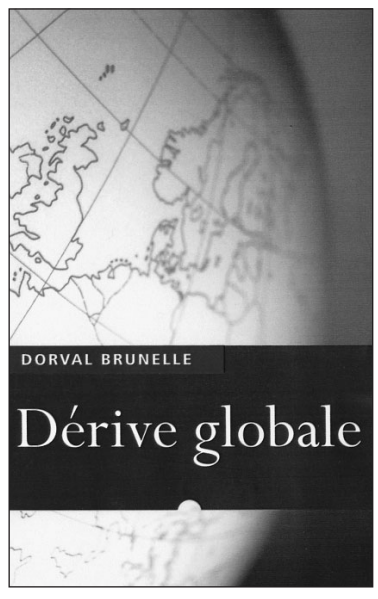


ou fantomatique, un enfant, des passants, une inquiétante étrangère, un complice… Autant de rencontres, de parcours et de reflets auxquels nous convient les jeunes auteurs de la revue dont le nouveau départ, assuré par le coordonnateur Jonathan Lamy, s'avère des plus dynamiques. La revue est disponible à la COOP-UQAM, chez Zone libre ainsi qu'à la librairie Alire.

La mondialisation et ses fondements

Dans son nouvel ouvrage intitulé *Dérive globale* (Boréal), Dorval Brunelle, professeur au Département de sociologie, s'attarde aux discours ayant présidé à la mise en place d'un nouvel ordre international au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit surtout ici de comprendre ce que la pensée de l'immédiat après-guerre, derrière ses apparats libéraux, peut encore proposer d'intéressant à tous ceux qui, aujourd'hui, appellent de leurs vœux une mondialisation alternative.

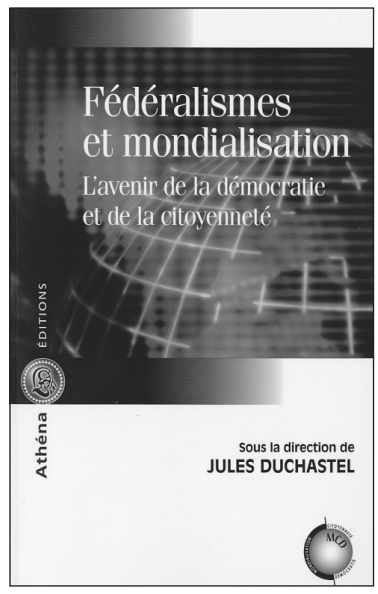
M. Brunelle revient donc sur les fondements de l'ordre de l'après Seconde Guerre tels qu'exprimés dans



les propos de ses architectes d'alors. La création des grandes institutions internationales constitue le point de départ de son analyse qui articule la reconstruction des espaces international et national à l'instauration de l'État-providence et à la reconnaissance des droits sociaux. L'auteur se penche ensuite sur l'éloignement par rapport à ce projet initial, lisible dans ce qu'il appelle la globalisation. Enfin, il étudie de près la dynamique inaugurée par l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis où le nouvel ordre global trouve, selon lui, le premier lieu de son déploiement.

Les défis de la mondialisation

Quelle est la nature de la mondialisation, économique ou politique? Quels sont ses effets sur les dimensions constitutives de la modernité politique? Le principe fédéral peut-il ré-



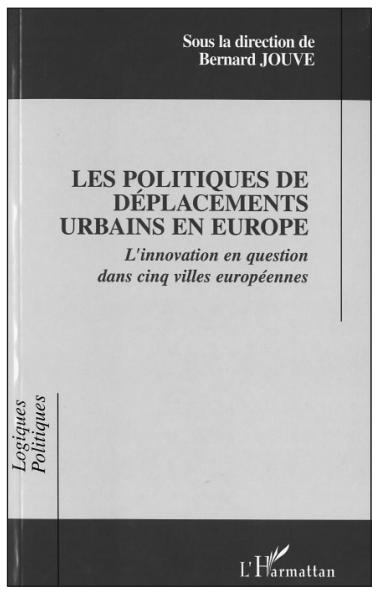
pondre au défi de la mondialisation? C'est à ce type de questions que tente de répondre *Fédéralismes et mondialisation : l'avenir de la citoyenneté et de la démocratie*, ouvrage collectif publié aux éditions Athéna sous la direction de Jules Duchastel, professeur au Département de sociologie.

Les collaborateurs, provenant de divers contextes nationaux ou régionaux, fournissent une lecture des phénomènes sous-jacents à la mondialisation. Celle-ci y est présentée comme un processus en cours de déterritorialisation de l'espace souverain des États-nations, érodant progressivement les principes de structuration de leurs pouvoirs dans des sociétés de plus en plus fragmentées. Ils examinent, notamment, les transformations des formes de la régulation économique et politique des États-nations, résultant du développement de la mondialisation. Ils réfléchissent également aux diverses formes de fédéralisme – d'où l'usage du pluriel dans le titre – comme solution aux problèmes posés à la fois à l'intérieur des territoires nationaux et dans des espaces territoriaux plus larges, régionaux, continentaux, voire mondiaux.

Déplacements vs transports

Sous la direction de Bernard Jouve, professeur au Département de géographie et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en étude des dynamiques territoriales, vient de paraître l'ouvrage collectif *Les politiques de déplacements urbains en Europe* (éditions L'Harmattan). Comme l'écrit M. Jouve, la question des déplacements urbains suscite des controverses qui ne se limitent pas aux seuls États européens comme en témoignait une conférence internationale, tenue en avril 2000 à Mexico et qui réunissait plus de 500 participants de 40 pays autour de la problématique des déplacements urbains et de l'environnement.

L'objectif de l'ouvrage est d'analyser les politiques publiques et d'interroger les impacts des innovations techniques et institutionnelles dans cinq villes européennes : Genève, Lyon, Munich, Naples et Stuttgart. Face à l'usage de plus en plus important de la voiture particulière dans les déplacements urbains, la réponse des pouvoirs publics a été d'investir massivement dans les réseaux lourds de transports collectifs, souligne M. Jouve. Mais ce type de mesure ne résoudrait ni la crise des transports publics, ni les problèmes de congestion urbaine et de pollution atmosphé-



rique. Parler de politiques de déplacements urbains au lieu de politiques de transports urbains sous-entendrait une pensée et une action différentes concernant tant le cadre que le contenu des politiques publiques.

PUBLICITÉ

LUNDI 28 AVRIL

École de design de l'UQAM
Série de conférences par les professeurs invités portant sur leur œuvre, dans le cadre de *Design International 2003*.
Conférenciers : Dieter Janssen, architecte, New York (**28 avril**, 13h); Michiyo Yamamoto, designer graphique, Tokyo (**28 avril**, 18h); Florent Veilleux, artiste, Montréal (**29 avril**, 13h); Clara Irazabal, urbaniste, Los Angeles (**29 avril**, 18h); Michel Kagan, architecte, Paris (**1er mai**, 18h).
Centre de design, salle DE-2250.
Renseignements :
Gisèle Tessier
987-4122
www.unites.uqam.ca/design/

Institut d'études internationales de Montréal
Séminaire : «Terrorisme, sécurité hémisphérique et droits humains», de 9h à 13h.
Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-R340.
Renseignements :
Amélie Larin
987-3000, poste 1484
ieim@uqam.ca
www.ieim.uqam.ca

MERCREDI 30 AVRIL

CIRST (Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie)
Colloque des études avancées du CIRST, sous la présidence d'honneur de M. Camille Limoges, 8h30 à 17h.
Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-5215.
Renseignements :
Martine Foisy
987-3000, poste 6584
foisy.martine@uqam.ca
www.cirst.uqam.ca

Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie
«Critique sociale et politique en Afrique : cas de l'oeuvre d'Amadou Kourouma», à 12h30.
Conférencier : Alpha O. Barry, stagiaire post-doctoral à la chaire.
Pavillon Hubert-Aquin, salle A-5020.
Renseignements :
Daphnée Poirier
987-3000, poste 3366
poirier.daphnee@uqam.ca
www.chaire-mcd.ca

CRI (Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale)
«Éthique et gestion urbaine face aux populations marginalisées : le cas de Montréal et de Québec», de 14h à 17h.
Conférenciers : Michel Parazelli, UQAM; Richard Morin, UQAM; Guy Mercier, Université Laval; Ryoa Chung, Université de Montréal; René Charest, CLSC des Faubourgs.
Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-5215.
Renseignements :
Christiane Bélanger
987-3000, poste 0295
www.unites.uqam.ca/CRI/

JEUDI 1er MAI

Chaire en gestion des compétences
Symposium annuel : «Compétences et gestion des compétences dans les organisations : état des lieux». Se poursuit le **2 mai**.
Restaurant Hélène de Champlain, salle La Roseraie, 200, Tour de l'Isle, Île Sainte-Hélène.
Renseignements :
Lise Ravault
987-3000, poste 2253
ravault.lise@uqam.ca
www.chaire-competences.uqam.ca

École de design
Exposition des finissants en design de l'environnement : «Dispersion», de 12h à 18h, jusqu'au **4 mai**.
Centre de design.
Renseignements : 987-3395
www.unites.uqam.ca/design/centre/

ADEESE-UQAM (Association des étudiants-es du secteur de l'éducation)
Cocktail DUO conférence : «Les axes prometteurs de succès des stratégies auprès des jeunes» par Marlène Falardeau; «Désertion scolaire et représentations sociales des jeunes» par Bernard Rivière, professeur au Département des Sciences de l'éducation, à 18h.
Studio théâtre Alfred-Laliberté, salle J-M400.
Renseignements :
987-3000, poste 3144
addse@uqam.ca

VENDREDI 2 MAI

CIRST
«How the Laws of Particle Physics Lie», dans la série Conférences scientifiques Hiver 2003, de 12h30 à 14h30.
Conférencier : Andrew Wayne, Université de Concordia.
Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-3235.
Renseignements : 987-4018
cirst@uqam.ca
www.unites.uqam.ca/cirst/seminaires.html

Département d'informatique
Séminaire départemental : «OCTEJ : un outil d'aide à la correction de programmes basés sur Junit et ses implications pour nos cours de base», de 13h30 à 14h30.
Conférenciers : Guy Tremblay et Éric Labonté, Département d'informatique.
Pavillon Président-Kennedy, salle PK-5115.
Renseignements : 987-3239
www.info.uqam.ca/

JEUDI 8 MAI

Centre de design
Exposition des finissants en design d'événements : «Le monde de l'homme heureux» et «Les invasions barbares : l'affiche», de 12h à 18h, jusqu'au **11 mai**.
Pavillon de design, salle DE-R200.
Renseignements : 987-3395
www.unites.uqam.ca/design/centre/

VENDREDI 9 MAI

GRAVE (Groupe de recherche et d'action sur la victimisation des enfants)
Colloque international : «L'évaluation des initiatives communautaires intégrées : défis et stratégies». Se poursuit le **10 mai**.
Animateur : Jean-Louis Denis, professeur au Département d'administration de la santé, Université de Montréal.
Centre Mont-Royal, 2200, rue Mansfield, Montréal.
Renseignements :
Isabelle Bédard
987-3000, poste 4748
grave_ardec@uqam.ca
www.graveardec.uqam.ca/colloque2003

Date de tombée
Les informations à paraître dans les rubriques *Sur le campus* et *Activités étudiantes* doivent être communiquées par courriel à la rédaction au plus tard 10 jours précédant la parution du journal :
journal.uqam@uqam.ca
Prochaine et dernière parution : 12 mai.

Concours en informatique

La deuxième édition du Concours de programmation en informatique de l'UQAM, tenue récemment, mettait en compétition des équipes de deux ou trois étudiants qui devaient résoudre divers problèmes de programmation à l'aide du langage de leur choix. Seize équipes ont participé au concours et ont réussi à produire, au total, 36 solutions correctes. L'équipe qui a obtenu les meilleurs résultats (première position) était composée de Patrick Hohmeyer et Jean-Pierre Sylvanie, étudiants au baccalauréat en informatique et génie logiciel. Soulignons que ces messieurs obtenaient la première place pour une deuxième année consécutive!

Cet événement avait été organisé par le Département d'informatique en collaboration avec l'Association générale des étudiants et étudiantes en informatique ●

PUBLICITÉ

L'UQAM... *by night*

Claude Gauvreau et Michèle Leroux

On compare souvent l'UQAM à une petite ville de 45 000 habitants. De jour comme de soir, la cité bouge, ses travailleurs s'agitent, ses étudiants hantent les bibliothèques. Mais la nuit? La ville est-elle endormie ou simplement assoupie?

L'UQAM *by night*, c'est un vaste espace quasi désert, mais toujours éclairé. Un territoire encore «habité» par les voix et les rumeurs du jour, jalonné de longs corridors, véritable labyrinthe qu'arpentent inlassablement des dizaines de personnes.

22h. Au sous-sol du pavillon de musique, entassés dans un petit local, une trentaine d'employés sirotent leur dernier café. À 22h30, ils prendront d'assaut les bureaux, les salles de classe et… les innombrables poubelles de l'Université, qui avec son balai, qui avec ses chiffons. Ce sont les travailleurs de l'entretien ménager, ceux de la compagnie Allied. Une soixantaine au total. Des hommes et des femmes, des jeunes et des moins jeunes, fidèles au poste jusqu'à 6 h du matin, avec une petite pause d'une demi-heure pour casser la croûte. Grâce à eux, les pavillons de l'UQAM pourront se refaire une petite beauté. Oh, pas le grand *lifting*, car le mandat qu'on leur a confié, précisent-ils, c'est la «maintenance».

Jeannette a 60 ans et se trouve au pavillon Hubert-Aquin où, chaque nuit, elle nettoie 170 cuvettes et 60 lavabos. Richard travaille de nuit à l'UQAM depuis plus de 10 ans et lave des planchers, assis sur sa Zamboni. Ils sont fiers de ce qu'ils font et ils aiment le travail bien fait. Mais à compter du mois prochain, ces employés vivront de nouvelles conditions. Bonsoir le travail de nuit, bonjour le travail de soir! Désormais, ils seront là de 16h ou 17h, jusqu'à… ils ne le savent pas encore. Leur vie, ils en sont certains, sera chamboulée.

23h30. Pavillon Judith-Jasmin, 6e étage, celui des ateliers de création en arts : peinture, sculpture, gravure… Il y a de la lumière dans l'atelier de céramique. Pauline, étudiante au baccalauréat en arts visuels et médiatiques, termine une de ses sculptures. «Il m'arrive de travailler ici jusqu'à 2 heures du matin», dit-elle. Mais je ne suis pas toujours seule, puisqu'une dizaine d'étudiants, en moyenne, se retrouvent la nuit dans différents locaux.» Pauline a un sifflet accroché à son porte-clés, au cas où un indésirable… on ne sait jamais à ces heures-là. Un peu plus loin, dans un autre atelier, une chargée de cours discute avec une de ses étudiantes en dessin dont les œuvres sont épinglées sur un grand mur blanc. C'est le moment attendu, mais redouté, de l'évaluation.

L'UQAM la nuit, ce sont des étudiants en communication cloîtrés dans leurs studios de production, les yeux rougis par la fatigue, finalisant le montage de leur film ou de leur bande audio. De derrière les portes émane parfois un air de Vivaldi ou de Bruce Springsteen… fusent des éclats de rire, histoire de chasser la tension.

Ce sont aussi des étudiants en sciences et en informatique expérimentant dans leurs laboratoires, ou encore des membres d'associations étudiantes discutant dans leurs locaux. Sans oublier le bar L'après-cours, ouvert jusqu'à 3 heures du mat', où l'on refait le monde encore et toujours, autour d'un verre, le p'tit dernier…

Tiens, un agent de sécurité qui fait sa ronde. Il prend le combiné d'un téléphone rouge… rien à signaler. Sa présence est discrète mais rassurante.

Cap sur la Verrière au pavillon Hubert-Aquin, un espace accessible jusqu'au petit matin. Des tables désertes, une lumière légèrement tamisée, et quelques étudiants en train de lire ou d'écrire dans un silence enveloppant.

L'UQAM la nuit, c'est tout cela. Un autre monde, comme en état d'apesanteur, qui prépare le lendemain… pour que tout recommence! ●

Photos : Nathalie St-Pierre

Gagnants des billets du CPP

Les gagnants des tirages des vendredis 4, 11 et 18 avril derniers du Centre Pierre-Péladeau sont, respectivement, Mme Liette Garceau, présidente du Syndicat des employés-es de l'UQAM, M. Gilles Paradis, agent de recherche et de planification au Service des immeubles et de l'équipement et Mme Irène Pitre, commis au service à la clientèle, Service de l'informatique et des télécommunications. Bravo aux gagnants !

Bulletin de participation pour le tirage hebdomadaire d'une paire de billets, au choix du gagnant, pour une activité de la programmation 2002-2003 du Centre Pierre-Péladeau. Sont éligibles au tirage tous les employé(e)s et étudiant(e)s de l'UQAM. Les gagnants devront présenter une *Carte UQAM* d'employé ou d'étudiant pour réclamer leur prix. Une même personne ne pourra gagner plus d'une fois au cours de la saison 2002-2003 afin de laisser la chance au plus grand nombre de profiter de cette offre de billets gratuits.

[Écrire en lettres moulées]

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Numéro de téléphone : _____

☐ Étudiant(e) – Programme : _____

☐ Employé(e) – Fonction : _____

À déposer dans la boîte de tirage située dans le hall du Centre Pierre-Péladeau. Les tirages se feront tous les vendredis, à 16h, jusqu'au 26 mai 2003. Les gagnants seront notifiés le lundi suivant.
Le journal *L'UQAM* publiera le nom des gagnants à chacune de ses parutions.